

Vente aux enchères.

On fait savoir à tous qu'il appartiendra, qu'en vertu et en exécution de deux jugements rendus par le tribunal civil de Bastia (Corse), l'un à la date du 1^{er} octobre 1842, l'autre du 18 novembre même année, dûment enregistrés, sur la demande 1^{re} du sieur François-Antoine-Noël Ajmò, caporal des canonniers, et du sieur Louis Delcorso, boucher, le premier père et tous deux tuteurs des mineurs Laurent (aujourd'hui majeur) Philippe et Marie-Madeleine, frères et sœur Ajmò, agissant en leur dite qualité de tuteurs. 2^e Du sieur Barthélemy Ajmò, ouvrier tailleur d'habits. 3^e De la dame Rose-Catherine Puccinelli, veuve de feu Laurent Ajmò, tous, même les mineurs, propriétaires domiciliés et demeurants à Bastia et héritiers testamentaires, sous bénéfice d'inventaire, dudit feu Laurent Ajmò, en son vivant domicilié et demeurant à Bastia, tous assistés et représentés par M^{re} Casevecchie avoué dudit tribunal civil, demeurant à Bastia.

Et à la diligence de tous les demandeurs sus-nommés y compris le sieur Laurent Ajmò, militaire, et le sieur Philippe Ajmò, propriétaire, qui ont intervenu et se joint aux poursuivants pour les droits qui lui compétent, tous les deux domiciliés et demeurants à Bastia, assistés dudit avoué.

Il sera procédé le DIX-NEUF JUIN PROCHAIN, à dix heures du matin, heures et jours suivants, au besoin, dans la salle où ledit tribunal tient ses audiences, au palais de justice dit des *tribunaux*, devant M. Milanta, juge suppléant au même tribunal, délégué pour diriger les opérations dont s'agit, par le jugement précité du 18 novembre, à la vente aux enchères des biens meubles et immeubles appartenants, savoir les immeubles, exclusivement à la succession de feu Laurent Ajmò, et les immeubles, en partie en pleine propriété et jouissance à la même succession et en partie indivisément aux hoirs de feu Laurent Ajmò et au sieur Philippe Ajmò frère de celui-ci, ainsi que le tout est énoncé et spécifié dans le cahier des charges du 12 juin 1843, dûment enregistré, combiné avec le supplément du même cahier des charges, aussi enregistré, fait sous la date du 20 février 1844 à la suite d'un incident élevé par le sieur Philippe Ajmò. — Les dits actes ont été déposés au greffe du tribunal précité, savoir, le cahier des charges, le 12 juin 1843, et son supplément le 20 février 1844.

Les effets mobiliers à vendre consistent en commodes, secrétaires, canapés, chaises, garde-robes, lits, etc., de quelques objets de vêtements et de quelques tonneaux, le tout usé. — Ces meubles se trouvent dans le domicile de ladite dame Rose Catherine veuve Ajmò, à Bastia, faubourg St-Joseph, maison Puccinelli; ainsi ceux qui le désirent peuvent se rendre dans ladite maison pour voir les meubles dont s'agit.

Désignation des immeubles à vendre par lots séparés et indication de leur mise à prix respective. Ces immeubles sont situés, dans la commune de Bastia, arrondissement de ce nom (Corse). Lors des enchères qui furent ouvertes le 27 mars dernier on n'a vendu, faute d'enchérisseurs, qu'une partie des meubles et le bien rural sis à Castagno; aussi le tribunal susdit, par jugement en date du 17 mai courant mois, dûment enregistré, rendu sur requête, a autorisé la vente des biens non encore aliénés, même au-dessous de la première mise à prix, aux jour et heure sus-indiqués devant M. Milanta juge suppléant délégué.

BIENS URBAINS.

1^o Tout le troisième étage, en montant, de la

maison Ajmò, sis dans le faubourg St-Joseph de la ville de Bastia, tenant au-dessus à un étage du sieur Philippe Ajmò, et au-dessous à un étage appartenant indivisément à la succession de feu Laurent Ajmò, au sieur Philippe Ajmò et aux hoirs de feu dame Marie-Madeleine Ajmò, femme du sieur Feretti Sauveur, sur la mise à prix de 5,000 fr. c.

2^o La moitié du deuxième étage en montant, de ladite maison Ajmò. Cet étage est indivis entre les hoirs dudit feu Laurent Ajmò et le sieur Philippe Ajmò, propriétaires de la moitié, et les hoirs de ladite feu dame Feretti propriétaires de l'autre moitié; il a pour aboutissants, au-dessus de la troisième étage énoncé plus haut au n^o 1^{er} et au-dessous un étage de la dame Marie Ajmò femme de M. Castel, capitaine-trésorier de gendarmerie. La mise à prix de ladite moitié de l'étage est de 2,600

3^o La cave au rez-de-chaussée de ladite maison Ajmò, tenant d'un côté aux hoirs Puccinelli et de l'autre au sieur Filippi Jean-Martin. Cette cave est indivise, chacun pour moitié, entre la succession de feu Laurent Ajmò et le sieur Philippe Ajmò. Sa mise à prix est de 1,050

4^o Une petite pièce obscure (sotto scala) au rez-de-chaussée de la maison Ajmò, tenant de deux côtés à la cave désignée au n^o 3; d'un autre côté à l'escalier de la maison. Cette pièce appartient à la succession de feu Laurent Ajmò. Sa mise à prix est de 125

5^o Deux écuries contiguës appartenant à la succession de feu Laurent Ajmò, sis à San Rocuccio, faubourg St-Joseph, tenant, celle vers le nord, d'un côté, aux sieurs Philippe Ajmò et Jean-Martin Filippi, et de l'autre côté à l'écurie ci-après désignée. L'autre écurie sise vers le sud, tenant d'un côté à l'écurie déjà désignée et de l'autre côté à l'emplacement des hoirs Puccinelli. La mise à prix de ces deux écuries est de 2,138

Total 10,913

La vente dont s'agit aura lieu comme dessus en présence des dits poursuivants ou de leur avoué, et en présence du sieur Jean-Vincent Chersia subrogé tuteur des dits mineurs Ajmò, commerçant, demeurant et domicilié à Bastia, ou lui dûment appelé.

Bastia, le 27 mai 1844.

L'Avoué des poursuivants,
CASEVECCHIE.

Enregistré à Bastia le 28 mai 1844 folio 96 verso case 1, reçu un franc, dix centimes, CASANOVA.

LITTÉRATURE DE FABRICANT FRÈRES.

LES LOIS

DE LA PROCÉDURE CIVILE,

OUVRAGE DANS LEQUEL L'AUTEUR A RÉPONDU SON ANALYSE RAISONNÉE, SON TRAITE ET SES QUESTIONS SUR LA PROCÉDURE.
Par G.-L.-J. CARRÉ,
Docteur de la Faculté du Droit de Rennes.

TROISIÈME ÉDITION.

Dans laquelle ont été examinées et discutées : 1^{re} les opinions de M. CARRÉ : 2^e toutes les décisions rendues de 1828 à 1840 : 3^e les questions posées par MM. BOCCARD, THOUVENIN, DESCHAMPS, DALLOS, RUYARD, etc., etc.

PAR CHAUVÉAU ADOLPHE,

Professeur à la Faculté de droit de Toulouse.
7 vol. in-8^o 60 fr.

CODE

DE LA SAISIE IMMOBILIÈRE

ET DE TOUTES LES VENTES JUDICIAIRES DE BIENS IMMEUBLES

OU COMMENTAIRE DE LA LOI DU 2 JUIN 1841

Par CHAUVÉAU ADOLPHE.
2 vol. in-8^o 16 fr.

Mouvement du Port.

ARRIVÉES.

AJACCIO, 23 courant, bk-gtte Ville de Bastia de 75 tx, c. Zuani, planches.

LIVOURNE, 23 id. mistick Assomption de 29 tx, c. Thiers, blé.

LIVOURNE, 23 id. bk-gtte Phénix de 65 tx, cap. Guasco, blé.

DE LA PLAGE, 24 id. bateau Jeune Cléante de 21 tx, c. Sanguinetti, charbon.

DE LA PLAGE, 24 id. bombarde Jeune Octavie de 70 tx, c. Bocognano, charbon.

LIVOURNE, 24 id. bat. à vap. Golo de 57 tx, c. Valery.

PADULELLA, 24 id. gondole Hyver, de 10 tx, c. Vedrin, charbon.

FIUMORBO, 24 id. gondole Assomption de 1 tx, c. Sisco, garance.

PRUNETE, 29 id. mistick Misericorde de 44 tx, c. Bonelli, charbon.

PRUNETE, 29 id. tartane Vierge des Carmes de 42 tx, c. Liparelli, charbon.

MARSEILLE, 29 id. paquebot-poste Ajaccio de 120 chev., c. Prudent lieutenant de vaisseau, dépêches et passagers.

MARSEILLE, 29 id. bk-gtte Conception de 66 tx, c. Belgodère, diverses.

PADULELLA, 29 id. bk-gtte Conception de 63 tx, c. Erza.

DÉPARTS.

MACINAGGIO, 23 courant, bk-gtte Conception de 50 tx, c. Casanova, planches.

RIO, 23 id. bk-gtte Deux Amis de 65 tx, c. Alfonsi, lest.

ALERIA, 23 id. bk Migliaccaro de 125 tx, cap. Guaitella, lest.

PRUNETE, 23 id. mistick Misericorde de 40 tx, c. Bonelli, lest.

MARSEILLE, 24 id. paquebot-poste Bastia de 120 chev., c. Santil lieutenant de vaisseau, dépêches et passagers.

LIVOURNE, 25 id. bat. à vap. Pozzodiborgo de 28 tx, c. Sisco, passagers.

RIO, 27 id. bk-gtte Assomption de 69 tx, cap. Oliva, lest.

PADULELLA, 27 id. bk-gtte Conception de 63 tx, c. Erza, lest.

RIO, 27 id. mk Pipi de 29 tx, c. Guaitella, lest.

LIVOURNE, 28 id. bat. à vap. Sebastiani de 31 tx, c. Valzi, passagers.

LIVOURNE, 28 id. mistick Assomption de 29 tx, c. Thiers, lest.

LIVOURNE, 29 id. goëlette St-Joseph de 38 tx, c. Mécolin, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

CE JOURNAL

PARAIT

TOUS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, ou des Libraires.

À Paris, à l'Office-Correspondance de Laffont et C^o, place de la Bourse, N^o 5, où l'on reçoit les Abonnements.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX

DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Étranger . . . 24

VEUX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 35 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

Bastia.

Les travaux des chambres législatives se poursuivent avec activité et la semaine dernière deux lois importantes ont été votées. A la chambre des pairs, le projet de loi sur l'organisation et la liberté de l'enseignement secondaire a été adopté après une discussion de 27 jours, qui témoigne ainsi de toute l'importance que l'on a attaché à cette loi difficile à bien faire pour répondre à tous les besoins et satisfaire tous les droits légitimes et raisonnables. Nous nous proposons de revenir prochainement sur ce vote. Toutefois il n'est guères probable que ce projet puisse devenir une loi cette année. Les travaux de la session sont trop avancés pour que la chambre des députés ait encore le temps de s'occuper de cette grave question. La solution sera donc forcément remise à l'année prochaine.

Nous pourrions en dire autant du projet de loi sur la réforme des prisons qui n'a pas moins demandé de temps au Palais Bourbon. La chambre a admis, en principe, l'encellulement appliqué aux différentes classes de condamnés par les tribunaux, en modifiant ce principe absolu par toutes les améliorations de détail qui peuvent en rendre l'application utile à la société, profitable pour les condamnés et de manière à en faire disparaître les graves inconvénients que les débats et l'expérience ont signalés.

Ce sont donc là deux votes importants qui feront de la session de 1843, indépendamment même des autres lois votées, comme la loi sur la chasse, qui s'exécute aujourd'hui, la loi sur les patentes etc. etc., une des mieux remplies depuis 1830. D'autres lois non moins utiles sont en cours de discussion; les lois sur l'ouverture ou la construction de plusieurs chemins de fer achèveront de donner à cette session le caractère de haute utilité et de voie pratique qui convient si bien aux grandes réunions délibérantes d'un pays comme la France.

La discussion sur les crédits supplémentaires de 1843 et de 1844 a donné naissance à des débats très vifs et très animés, mais dont l'intérêt s'amoindrit, malgré la surexcitation qu'on s'efforce de leur donner, parce qu'ils ne sont guères que des redites. Le ministère a donné jusqu'ici des explications tellement claires et catégoriques sur tous les points contestés, qu'il est permis de prévoir qu'un vote favorable interviendra une fois encore en faveur de la politique suivie pendant ces trois dernières années, politique qui n'est autre que celle pratiquée de 1830 à 1839.

Les journaux de Paris donnent de très grands détails sur les obsèques de M. Lafitte. Toutes les nuances d'opinions s'accordent à payer à ce grand citoyen les éloges qu'il mérite à de si justes titres : ses funérailles ont été dignes d'un si grand nom. Tout Paris, pour ainsi dire, y a assisté. La chambre des députés était au complet, son président en tête. Le roi et les membres de la famille royale avaient envoyé des représentants, ainsi que toutes les classes de la société, à ces tristes et so-

lelles adieux. Le plus grand ordre a régné pendant la cérémonie. A l'issue seulement quelques désordres, peu graves du reste et inséparables d'une si grande accumulation de population, ont eu lieu et ont été promptement réprimés.

Une discussion importante, ou plutôt un commencement de discussion a eu lieu à la chambre des députés au sujet de l'administration de la Corse : il a été provoqué par des rapports de deux pétitions, l'une de M. Stephanopoli de Comète et l'autre de trois avocats et d'un médecin de Bastia. Nous rapportons ces débats en entier : afin de leur conserver leur physiologie dans toute son impartialité; nous reproduisons le compte-rendu du *Moniteur*.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PRÉSIDENCE DE M. LE VICE-PRÉSIDENT D'UNAY.

VICE-PRÉSIDENT.

Séance du samedi 3 mai.

SOMMAIRE. — Pétitions relatives à l'administration de la Corse : MM. Ferdinand Lesteyrie et Martin (du Rhône) rapporteurs. — M. le Ministre de l'Intérieur et Odilon Barrot.

(Extrait du *Moniteur*.)

M. FERDINAND DE LESTERYE, rapporteur.
Messieurs, le sieur Stephanopoli de Comète, né en Corse d'une famille d'origine grecque, mène à la chambre une pétition, sous forme de brochure, dans laquelle il expose des griefs contre l'administration de ce département.

L'attention de votre commission, excitée par le résumé public, a dû se fixer d'une manière toute particulière sur cette pétition. Nous en avons fait, Messieurs, l'objet d'une étude scrupuleuse, dont nous venons aujourd'hui vous soumettre les résultats.

Le premier soin de votre commission a été d'écarter de cette discussion toute préoccupation politique, et de dégager la question du pétitionnaire des formes trop passionnées dont il l'a revêtue. La vivacité de son langage aurait dicté à votre commission un blâme plus sévère, si elle n'avait fait la part de l'irritation produite par de longs malheurs, et d'une inexpérience de langage où il est souvent facile de reconnaître une origine étrangère. Les faits sur lesquels repose la pétition étaient d'ailleurs d'une nature trop grave, les questions soulevées par elle d'une nature trop intéressante, pour que la commission pût se dispenser d'en poursuivre l'examen.

Les réclamations formulées par le sieur Stephanopoli sont de deux sortes.
Dans la première partie de sa pétition, il réclame, en faveur des colonies grecques de Corfou et de la Planie, une protection particulière, et une part plus large dans les améliorations successives dont le vote des chambres a voulu doter la Corse.

La seconde partie se rattache à des questions d'un intérêt plus général. Elle renferme de graves accusations contre l'administration départementale, dont le pétitionnaire réclame le changement, comme seul moyen de faire cesser l'état déplorable où se trouve ce malheureux département.

La petite colonie grecque, au nom de laquelle le sieur Stephanopoli formule ses premières réclamations, occupe un territoire situé au nord de golfe de Sagone, sur la côte occidentale de l'île, entre Ajaccio et Calvi. Un intérêt particulier s'attache à cette tribu d'origine illustre qui la Corse en a été le sol natal, et qui, après avoir demandé à la Corse un asile obscur mais assuré, vit de nouveau tous ses intérêts compromis dans les luttes sanglantes dont cette île fut le théâtre. En vain la bienveillance de M. de Marboef vint-elle en aide aux intelligents colons, dont les travaux avaient déjà fait changer d'aspect cette partie du littoral. Ce n'était qu'à Tabri de nos lois également protectrices pour tous, que les Grecs de Corfou devaient trouver la sécurité et le bien-être auxquels ils avaient droit.

Sont-ils enfin rentrés dans le droit commun ? Ont-ils obtenu leur juste part dans les améliorations matérielles et morales dont le gouvernement a cherché à faire profiter la Corse ? Telles sont les questions que votre commission avait à examiner.

L'autour de la pétition se plaint de ce que le territoire de Corfou n'a pas été appelé à profiter de l'établissement des routes royales auxquelles les chambres ont alloué un crédit considérable. Aucune des routes royales en voie de construction ne doit en effet traverser le territoire de Corfou; mais cela s'explique par sa situation topographique, dans une sorte de

presqu'île, entre les golfes de Sagone et de Porto. Les routes de moindre importance ont été développées au développement des routes et au service à la rapidité des communications, si elles devaient suivre toutes les sinuosités d'une côte extrêmement accidentée. Toutes les prescriptions du littoral ne trouvent aucunement coupées par un tracé direct, et beaucoup d'entre elles dépendent d'un tracé plus important que celui de la circulation dans la partie qui regarde Ajaccio. La route royale n^o 124, qui vient s'embrancher sur celle-ci, doit mettre en communication le golfe de Sagone avec l'immense forêt d'Alto. Sans le rapport des routes, le territoire de Corfou n'est donc pas des plus mal partagés. Les travaux qu'on exécute sur la route royale n^o 124 sont aussi de nature à rendre au port de Sagone une partie de la prospérité que voudrait lui voir M. Stephanopoli de Comète. Les vues contenues dans la pétition sur les moyens d'amélioration de cette partie du littoral, ont paru dignes d'intérêt à votre commission, qui appelle l'attention du gouvernement sur ce point important, dont le pétitionnaire a fait précédemment l'objet de longues études.

En ce qui touche les intérêts moraux de la colonie, le sieur Stephanopoli se plaint de l'état de l'instruction primaire, et des obstacles que les Grecs éprouvent dans l'exercice de cette science leur ri. Un aveu ne serait-il pas donné comme l'aveu à la commune de Corfou, puis remplacé par un autre dont la capacité ne serait guère supérieure. Votre commission, qui n'a d'ailleurs aucun moyen d'appréciation à cet égard, n'a pas mission de se prononcer sur des questions aussi spéciales. Il lui serait également difficile de constater l'état religieux de la colonie de Corfou; mais de moment que des étrangers apportent leur industrie et leur savoir, viennent prendre droit de cité parmi nous, en nous demandant protection pour leur croyance, cette protection leur est due, et votre commission s'efforce par là d'appeler sur les établissements grecs de la Corse une bienveillance dont le gouvernement de la Restauration n'a pas hésité à leur donner des preuves.

Après avoir examiné la première partie de la pétition relative aux intérêts particuliers de la colonie grecque de Corfou, il est temps, Messieurs, de vous entretenir de réclamations d'un ordre plus général, de celles qui concernent l'administration tout entière de la Corse. Ici la voix publique vient en aide à celle du pétitionnaire, et si elle ne précise pas suffisamment les faits, elle indique hautement les griefs sur lesquels se trouve appelée aujourd'hui l'attention du gouvernement et des chambres.

De grands scandales ont eu lieu en Corse; le chef de l'administration civile a vu sa position et son caractère gravement compromis. Votre commission a dû s'enquérir des circonstances qui ont pu amener un si déplorable état de choses. Le préfet était accusé de corruptions électorales, de fraudes dans des opérations administratives, de faux de tout genre, de détournement d'un arrêté solennel. Il était accusé en même temps d'entraver plusieurs branches de l'administration pour satisfaire à ses animosités personnelles, et d'apporter dans ses moindres actes une violence et un esprit de despotisme extrêmement fâcheux. Des accusations de cette nature étaient trop graves pour que votre commission pût les accueillir légèrement. Elle a donc été conduite à un examen attentif des faits qui ont signalé les dernières années de l'administration de M. le préfet de la Corse.

Les faits de corruption électorale étaient étrangers à la politique. Il s'agissait de nominations au conseil général dont M. le préfet avait cherché à recruter les membres parmi ses plus chauds partisans. Divers arrêtés de la cour royale de Bastia ont prouvé que les moyens employés par lui pour arriver à cette fin n'étaient rien moins que réguliers. Les autres actes du son administration étaient-ils étrangers à la politique ? C'est sur tout dans les ventes de biens communaux, dans les entreprises et dans les rapports avec les sociétés industrielles que M. le préfet semble avoir compromis le caractère dont il est revêtu.

Sans parler des étrangers marchés conclus aux portes même d'Ajaccio, où dont le cri public a arrêté le cours, nous arriverons tout d'abord à l'affaire des biens communaux de Quasquara. Une vente doit avoir lieu. L'adjudication est annoncée avec la publicité qu'exige la loi; mais comme la présence de nombreux concurrents pourrait gêner certains marchés, on change le lieu et l'heure de l'adjudication, qui a lieu en présence et profit d'un petit nombre d'élus. De là plaintes nombreuses et pressantes. L'affaire est portée devant les tribunaux, et la cour royale de Bastia, saisie de son instruction, adresse, par l'intermédiaire du procureur général, une requête au conseil d'Etat pour en obtenir l'autorisation de poursuivre le préfet comme inculpé.

1^o D'avoir participé aux faits de corruption qui avaient été pratiqués envers les membres du conseil municipal de la commune de Quasquara;

2^o D'avoir participé au faux qui aurait été commis dans le



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PAIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Étranger... 24
PAIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 30 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

CE JOURNAL
PARAIT
TOUS LES JOURS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Jémites.
A Paris, à l'Office-Correspondance de La-Journer et Co, place de la Bourse, N° 5, où l'on reçoit les Annonces.

Bastia.

Le moment où nous nous trouvons est tout à fait consacré au calme. Les grandes passions politiques, qu'on a vu chercher à surexciter, s'apaisent et s'endorment, et quelque degré de vivacité qu'on s'efforce de donner à des griefs plus ou moins réels, il faut toujours retomber dans cette situation de tranquillité paisible, qui donne tort aux exagérations. Certes, ce ne saurait être la un mal, car cette tranquillité, dont nous nous félicitons, n'est due ni à l'indifférence ni à la satiété, mais bien à ce qu'aucun grand intérêt national n'est en péril et à ce que le pays, au fond, est sans inquiétude sur l'avenir. Tout ce qui est enlevé à l'agitation stérile des esprits est donné à leur occupation féconde et les chambres législatives profitent ainsi de ce repos, de cet armistice pour s'occuper des affaires du pays aussi bien que de ses intérêts moraux. La session actuelle aura ce singulier caractère que, violemment agitée à diverses reprises par les passions que l'opposition s'est efforcée de soulever, elle est toujours revenue, malgré les distractions qu'on voulait lui donner, à son véritable rôle et à sa seule et utile mission. Non pas que nous regardions l'opposition comme inutile ou dangereuse : le gouvernement représentatif ne saurait s'en passer; l'opposition tient le pouvoir, les majorités qui l'appuient, en éveil; elle les empêche de s'écarter ou de se reposer; elle contribue à un examen plus complet, plus impartial des questions à traiter; elle est donc un élément essentiel de notre constitution et d'ailleurs elle est tellement inhérente à notre nature qu'il faudrait encore se résigner à la subir, alors qu'on n'aurait pas le bon esprit de l'accepter pour tirer de son intervention l'espoir d'avantage qu'elle peut procurer. Ainsi donc nous ne nous effrayons pas de tous les orages que l'opposition peut soulever; la vérité jaillit du choc des opinions, mais ce sera cependant à une condition que nous accepterons ainsi l'intervention de l'opposition, et dans son intérêt à elle et dans celui du pays, c'est qu'elle ne s'épuise pas elle-même et qu'elle ne s'affaiblisse pas par d'éternelles et fastidieuses redites; c'est à condition qu'une question jugée ne redeviendra pas de nouveau une question à juger; c'est, en un mot, à la condition que l'opposition veuille marcher et ne pas rester constamment arrêtée à la même place. Jusque-là, pendant la durée de la session, elle a quelque peu abusé des droits qu'elle a de s'élever en ce sens et jamais peut-être des questions de cabinet si nombreuses et si menaçantes n'avaient été posées; jamais l'opposition ne s'était jugée si sûre du triomphe et, à cet égard, ses illusions et ses espérances ont été si grandes qu'elle s'est efforcée de vouloir donner ses défaites comme des victoires; eh bien! malgré tous ses efforts, l'attention publique s'est fatiguée à suivre les évolutions de l'opposition; l'indifférence a toujours succédé à l'irritation fugitive du moment et le repos s'est fait là où on s'attendait à voir le tumulte des passions s'immobiliser. Qu'est-ce à

dire? Sinon que l'opposition a fait fausse route; qu'elle a pris ses rancunes personnelles ou ses déceptions pour le ressentiment ou le dédain publics.

La discussion des crédits supplémentaires a donné une nouvelle évidence aux réflexions que nous faisons. On a voulu reprendre la question épuisée de Talli; M. Berryer, le grand orateur de la droite, qui avait à se relever de l'échec subi au commencement de la session, qui voulait donner, quoique tardivement, son avis sur cette affaire, s'est efforcé, mais inutilement, de reprendre une discussion terminée : M. Berryer a eu la consolation de prononcer un discours inédit, mais l'opposition n'a pu avoir celle de revenir une fois encore sur un fait dont rien ne motivait la réapparition. Cet échec, car c'en est un pour l'opposition, montre combien le terrain sur lequel elle s'est placée est stérile; au reste, pour être juste, convenons que l'opposition a compris elle-même qu'elle se fourvoyait, car elle a très peu insisté pour obtenir que le débat recommençât. Elle en a assez fait pour se montrer courtoise vis-à-vis de M. Berryer, mais elle n'en a pas fait assez pour lui assurer une victoire qu'on comprenait bien devoir être impossible : c'est ainsi que cette discussion des crédits supplémentaires, dont on avait fait tant de bruit, qui devait tout remettre en question, provoquer une crise ministérielle, a avorté et s'est effacée devant le calme et la tranquillité du pays. Or un pays qui reste ainsi paisible, et un pays comme la France si facile à irriter, en présence des excitations les plus vives, est après tout un pays où il existe quelque bien, quelque progrès et tout n'y est pas perdu, comme se plait à le croire l'opposition, pour se consoler de ne rencontrer toujours que des défaites.

Tableau des affaires criminelles jugées par la cour d'assises de Bastia, pendant le 2^e trimestre 1844.

(Présidence de M. le conseiller Giordani.)

Rocchi Marie François, de Venzolasca; vol. 8 ans de travaux forcés avec exposition. — St-Denis Auguste, de Bastia; faux en écriture publique. Acquitté. — Colombani Félix et Belgodere Sébastien, de Palasca; rébellion et blessures. Colombani acquitté, Belgodere 2 ans de prison 5 ans de surveillance. — Potentini Mathieu, de Furiani; tentative de meurtre. Acquitté. — Morganti Joseph, d'Ogliastro; baratterie, abus de confiance et vol. 1 an de prison. — Orsatelli François-Marie, de Sorbo; tentative de meurtre. 3 ans de prison. — Ortoli Checchino et Ortoli Charles-Antoine, d'Olmiccia; tentative de meurtre. Ortoli Checchino, acquitté; Ortoli Charles-Antoine, 6 mois d'emprisonnement. — Filippi Pierre-Félix de Corte, Guidi Benoît, de Piedicroce; meurtre et tentative de meurtre. Filippi, 3 mois de prison; Guidi 6 mois de prison. — Lucchini Dominique et Vinciguerra Martin, de Piedicroce; tentative de meurtre et de rébellion. 6 mois d'emprisonnement chacun. — Alessandri Ange-Joseph, de Focicchia; tentative de meurtre. 2 ans d'emprisonnement.

Bernardi Toussaint, d'Alzi; tentative de meurtre. 2 ans d'emprisonnement. — Grisoni Antoine-Padovano, d'Omessia; tentative d'assassinat. Acquitté. — Piarci Paul-Antoine, de Bocognano; tentative de meurtre. 6 mois d'emprisonnement. — Muracciole Blaise, d'Ocaso; tentative de meurtre. 2 ans d'emprisonnement. — Marchetti François, de Longhignano; tentative de meurtre. Renvoyé aux prochaines assises. — Benedetti François, d'Arbore; tentative de viol. 5 ans de réclusion sans exposition. — Giusi Sauveur, de Ghisoni; blessures graves. Acquitté. — Buresi Xavier et Gabrielli Simon, de Cismannacce; faux en écriture privée et contrefaçon du sceau de la mairie. Buresi à 3 ans d'emprisonnement; Gabrielli à 1 an de la même peine. — Castellani Antoine-François, de St-Antonino; vol. 5 ans de prison. — Tomasini Jean, de St-Antonino; faux témoignage en matière criminelle. Acquitté. — Lucchini Simon et consors, de Zicavo; tentative de meurtre. Piazza acquitté, Lucchini Simon, Lucchini Checchino, Peretti Antoine, 6 mois d'emprisonnement, 200 fr. d'amende, 6 mois de surveillance. — Pedinielli François, de Vignalella (hameaux de Levie); assassinat. Renvoyé aux prochaines assises. — Giovannoni Charles-Fabrice, de Castineta; meurtre. Acquitté. — Ottavi Clément, de Ponte; escroquerie, 3 ans d'emprisonnement. — Venturini Félix et consors, d'Olmiccia; meurtre et tentative de meurtre. Venturini à 4 ans de prison; Gervasoni à 1 an, Bastiani à 1 an.

Résumé des Affaires jugées.

Tentatives d'assassinat	1
Meurtres	3
Tentatives de meurtre	9
Rébellion et blessures	1
Blessures graves	1
Faux témoignage en matière criminelle	1
Tentatives de viol	1
Baratterie, abus de confiance et vol	1
Vol	2
Faux en écriture publique	1
Faux en écriture privée	1
Escroquerie	1

Total des affaires jugées. 23

Deux affaires ont été renvoyées aux prochaines assises.

Résultat des Verdicts du Jury.

Travaux forcés à temps	4
Réclusion	1
Emprisonnement (de 3 mois à 5 ans)	23
Acquittés	9

Total des accusés 36

M. Vincenti, conseiller d'état, auditeur de rote et juge de première instance de S. A. R. le duc de Lucques, vient d'être nommé officier de la légion d'honneur par S. M. le roi des Français.

L'Empereur, les pierres d'ores, d'autant plus que l'architecte en pourra choisir à son gré, qui, par leur caractère sombre, s'harmoniseront parfaitement avec la nature et la forme du monument. Nous venons de voir quinze sortes d'échantillons, tirés des montagnes de Niolo, qui, de l'aveu des connaisseurs, le disputent en beauté aux plus beaux porphyres de l'Orient. Ils vont être expédiés sans délai pour la capitale.

Il serait malheureux, que faute de débouchés, ou par l'effet d'une dépréciation inconcevable, nos richesses naturelles ne fussent d'aucune utilité pour le pays et pour l'état. Ne serait-il pas temps que l'on tirât parti de ce qui n'a été jusqu'à ce jour qu'un fonds stérile?

L'importation de cette branche d'industrie, est un progrès de plus que nous sommes heureux de signaler. Les forges de Toga nous apprennent chaque jour combien la Corse gagnerait à ne pas rester étrangère au mouvement industriel qui, sur le continent, a porté à un si haut point la prospérité matérielle de la France. Ce sont là des foyers d'activité, une source abondante de richesses et des gages certains d'un meilleur avenir. Introduire dans l'intérieur cet élément de bien-être, c'est y favoriser la marche de la civilisation, c'est hâter cette époque heureuse, où des habitudes d'ordre, de paix et de travail amèneront dans les mœurs et les idées cette révolution désirable, cette réforme pacifique, ces jours de sécurité et de bonheur, qui en élevant la condition des classes pauvres, les arracheront, en même temps, à l'influence de funestes préjugés.

L'établissement que nous annonçons est donc un pas de plus dans la voie des progrès industriels que nous appelons de tous nos vœux. Quel que soit le point de l'île où ils se produisent, nous y applaudissons sincèrement avec tout ce qui s'intéresse à son sort. L'autorité locale leur doit une protection particulière, car les soutenir, c'est assurer la subsistance à un nombre considérable de familles.

Par ordonnance royale en date du 12 mai dernier, M. Chauchard, payeur de notre département a été nommé aux mêmes fonctions dans celui du Cher; il est remplacé en Corse par M. Sebastiani (Hyacinthe-Louis), sous-inspecteur des forêts.

Par ordonnance royale du 14 avril dernier : Ont été nommés chevaliers de l'ordre royal de la légion d'honneur :

M. Santelli Nicolas, chirurgien aide-major au 2^e régiment d'artillerie.

M. Belanger Antoine, lieutenant de gendarmerie à Ajaccio.

M. Bellini Jean, sergent au bataillon de voltigeurs corses.

Pour faciliter aux voyageurs qui se rendent de Marseille en Italie les moyens de visiter la Corse ainsi que l'économie et célérité, l'administration des bateaux à vapeur corses de la compagnie Valéry-Frères a décidé qu'il sera établi, à partir du 5 juin, un service régulier d'embranchement entre Marseille et Livourne.

En conséquence, chaque mercredi soir un des bateaux de ladite compagnie partira pour Livourne, de Bastia, quelques heures après l'arrivée dans cette dernière ville du paquebot-poste venant de Marseille, et repartira de Livourne le jeudi soir pour être de retour à Bastia le vendredi matin, avant le départ pour Marseille dudit paquebot-Poste.

Ainsi, en partant de Marseille pour Bastia le mardi matin à 9 heures avec le paquebot-poste, on arrivera dans cette ville le lendemain mercredi,

di, à pareille heure environ; on repartira de Bastia pour Livourne le même jour, à 8 heures du soir, et on sera rendu à Livourne le jeudi matin, entre 4 et 5 heures.

Le prix du passage de Bastia à Livourne est fixé à 15 fr.

De Marseille à Bastia il est de 50, 30 et 15 fr. selon la place qu'on choisit.

Il y aura donc économie et célérité à prendre la voie de Bastia pour aller de Marseille à Livourne.

Les voyageurs qui voudront séjourner pendant quelques jours en Corse, peuvent la faire sans crainte d'être obligés d'attendre jusqu'au mercredi suivant pour passer en Italie. L'administration Valéry-Frères leur donne l'assurance qu'ils peuvent compter sur deux départs intermédiaires ou tout au moins sur un.

Un des bateaux de la Compagnie Valéry Frères partira pour Ajaccio le 14, en relâchant à l'île Rousse et Calvi. — Le 15, il partira d'Ajaccio pour Propriano. — Le 17, il repartira d'Ajaccio pour Bastia.

Le 24 du courant, il fera un second voyage, en suivant le même itinéraire.

— Les personnes atteintes de mal de dents trouveront un prompt soulagement dans l'emploi de l'Eau O'Meara, qu'on peut se procurer à Bastia chez M. Giralt pharmacien et dans toutes les villes. Cette préparation est très salutaire aux gencives et à l'émulsion dentaire. (6899).

— Par de nouvelles observations dans le choix et la préparation des substances, M. PIRAZZI Simon a perfectionné sa découverte curative des hernies, qui, déjà, était excellente pour la guérison radicale des hernies ou descentes et chute de matrice, rendant inutile l'usage toujours pénible des bandages et des pesaires, sans aucun dérangement, ni régime. La méthode de M. Pierre Simon qui est recommandée par MM. les médecins les plus distingués et par un nombre d'attestations les plus honorables, ne laisse rien à désirer.

Pour plus amples renseignements, voir l'instruction qui contient une foule de certificats les plus honorables; cette instruction sera envoyée gratis (franco), par la poste, aux personnes qui en feront la demande par lettres affranchies. S'adresser à l'auteur, M. PIRAZZI SIMON, herniaire-bandagiste, aux Herbiers, département de la Vendée. (Donner l'adresse amplement et très lisiblement. Affranchir.)

M. Jacques Laffite est mort le 26 mai au soir à sept heures des suites d'une affection pulmonaire, mais nous pourrions ajouter que depuis environ trois mois M. Laffite était fort cassé; sa pâleur habituelle était devenue cadavéreuse et ses jambes ne se prenaient plus dans ces derniers temps, à son trajet jusqu'au palais Bourbon. M. Laffite avait 77 ans.

M. Laffite était né aux environs de Bayonne. La France entière connaît son histoire; fils de ses œuvres il s'était successivement élevé du rang de simple commis à 1800 fr. à la plus haute position financière du pays.

LES PERSONNES QUI

sont atteintes d'irritations d'estomac ou d'intestins, celles qui souffrent de la poitrine ou dont les forces sont épuisées par de grandes maladies, trouveront dans l'usage du Racahout un aliment aussi excellent que facile à digérer, il fortifie l'estomac et calme les irritations nerveuses ou inflammatoires. Le véritable Racahout est le seul aliment approuvé par l'académie de médecine, seule autorité qui offre garantie et confiance; aussi ne doit-il pas être confondu avec toutes les imitations et contrefaçons qui surgissent chaque jour, et qui n'ont que l'avantage d'être souvent indigestes ou irritantes. Chaque flacon porte la signature Delangrenier. Dépôt : aux pharmacies de MM. Grossier à Ajaccio; Giralt à Bastia. (6912).

Mouvement du Port.

ARRIVÉES.

ST-PELLEGRINO, 30 mai, bouf Précurseur de 25 tx, c. Valéry, planches.

RIO, 30 id. bk. gte Assomption de 69 tx, c. Oliva, minéral.

LIVOURNE, 31 id. bat. à vap. Pozzodiborgo de 28 tx, c. Sisco, passagers.

RIO, 31 id. mk Pipi de 29 tx, c. Guaitella, minéral.

RIO, 31 id. bk-gte Deux Amis de 65 tx, c. Alfonsi, minéral.

LIVOURNE, 1^{er} juin, brick Valéry-Jean de 120 tx, c. Sciacaluga, blé et matériaux.

LIVOURNE, 1^{er} id. bat. à vap. Sebastiani de 30 tx, c. Valzi, passagers.

PORTOVECCHIO, 1^{er} juin, tartane Deux-Sœurs de 40 tx, c. Stretti, liège.

MACINAGGIO, 3 id. bk. gte Conception de 30 tx, c. Casanova, lest.

LIVOURNE, 3 id. tartane V^e des Grâces de 20 tx, c. Mari, blé, relâche.

PORTOVECCHIO, 4 id. mistick S^t-V^e-Ferre de 30 tx, c. Battistini, planches.

LURI, 4 id. gondole St-Joseph de 6 tx, c. Cervoni, vin.

LIVOURNE, 5 id. bat. à vap. Pozzodiborgo de 28 tx, c. Sisco, passagers.

MARSEILLE, 5 id. paquebot-poste Télémaque de 220 ch. c. de Cuers, lieutenant de vaisseau, dépêches et passagers.

DÉPARTS.

AJACCIO, 31 mai, bat. à vap. Télégraphe de 50 tx, c. Lota, passagers.

MARSEILLE, 31 id. paquebot-poste Ajaccio de 120 chev., c. Prudent lieutenant de vaisseau, dépêches et passagers.

LIVOURNE, 31 id. bat. à vap. Pozzodiborgo de 28 tx, c. Sisco, passagers.

LIVOURNE, 2 juin, mistick Conception de 30 tx, c. Bonelli, lest.

LIVOURNE, 3 id. bat. à vap. Sebastiani de 30 tx, c. Valzi, passagers.

LIVOURNE, 4 id. brick anglais Grindor de 20 tx, c. Rodgers, lest.

SOLEZARA, 4 id. brick-golette de 54 tx, c. Belgodere, lest.

TOULON, 4 id. brick-golette Conception de 60 tx, c. Ersi, planches et citrons.

MACINAGGIO, 4 id. tartane Vierge des Ors de 21 tx, c. Mari, blé et matériaux.

MACINAGGIO, 4 id. gondole St-Clément de 10 tx, c. Damiani, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

M. Vincenti, notre compatriote, a dignement mérité cette haute distinction. Quoique vivant sur la terre étrangère, il n'a pas oublié son ancienne patrie, et ses talents lui ont fait conserver les fonctions qu'il avait obtenues sous l'empire français. M. Vincenti ne néglige aucune occasion d'accorder à ses anciens compatriotes l'appui dont ils peuvent avoir besoin, et à ces titres différents nous ne saurions qu'approuver l'honorable récompense qu'il a obtenue.

Voici une nouvelle richesse agricole et commerciale qui pourrait, peut-être, se créer en Corse, au moins dans les parties les plus chaudes. Nos agriculteurs pourraient au moins tenter quelques expériences. C'est à ce titre que nous publions la note suivante :

SUCRE DE PALMIER.

On annonce la prochaine apparition sur les marchés du monde d'une nouvelle variété de sucre, infiniment supérieure par sa richesse et son bas prix à tous les sucres connus. Ce serait tout simplement le sucre immémorial de l'Inde, tel qu'il se consommait dans la plus haute antiquité, mais préparé et traité par les procédés perfectionnés de la science moderne. Ce sucre est extrait, par incision, du tronc des palmiers, des cocotiers, des sagoutiers; ici d'une ouverture pratiquée sur les bourgeons en fleurs; ailleurs d'une blessure faite à l'arbre, au-dessous de la naissance des feuilles. Un palmier peut fournir ainsi, pendant plus de trois mois, environ deux litres de liquide par jour.

Ce liquide épais porte le nom de *jagré*, et ressemble à la cire brute par sa couleur, sa consistance et son odeur. Les anciens se bornaient à le concentrer grossièrement dans les chaudières, sans le soumettre à aucune opération de raffinage. Mais les choses ont promptement changé de face dès que les procédés créés en Europe au profit de la betterave ont été appliqués au *jagré* des palmiers.

On a reçu à Paris des échantillons vraiment admirables de cette matière première et des sucres qui en proviennent. Ceux-ci sont comparables aux plus belles *quatrièmes* de la Martinique et de la Guadeloupe. Un colon français de Pondichéry en a fabriqué l'année dernière plus de 300,000 kilogrammes par les procédés les plus vulgaires; et il paraît constaté que les forêts immenses de palmiers, de cocotiers et de sagoutiers qui couvrent les plaines de l'Inde suffiraient à la consommation du globe. C'est un fait de la plus haute gravité, si l'on considère que l'extraction du sucre de palmier n'entraîne presque aucune dépense de culture ni de chance improductive. Que sera-ce, lorsque les découvertes les plus récentes de la science seront appliquées à cette matière première, riche en sucre, dit-on, de plus de cinquante pour cent.

Deux de nos plus savants chimistes, MM. Payen et Péligot, du Conservatoire des arts et métiers, seront bientôt appelés à se prononcer sur la valeur réelle de ce produit sucré, dont il est arrivé à Paris des échantillons en quantité considérable. (Nouvelles de Marseille).

Nous apprenons avec un vif plaisir que diverses communes font des efforts et des sacrifices pour rendre carrossables leurs chemins qui peuvent s'embrancher à des routes royales.

Celle de Bastelica, placée à une forte distance, a déjà fait des travaux considérables, et il ne restera bientôt que ceux que les prestataires ne peuvent exécuter eux-mêmes, c'est-à-dire des travaux d'art.

Des charrettes se rendent maintenant sans

difficultés à Ste-Marie et Siché et la commune d'Albitreccia veut aussi joindre à la bouche de St-George, la route royale d'Albion à Bonifacio.

Les habitants de Calcatoggio ont entrepris cette année des travaux qui permettront aux voitures qui suivront la route royale d'Albion à Sagone d'arriver dans le village.

En annonçant ces faits nous avons principalement en vue d'offrir aux autorités municipales le tribut de nos éloges pour l'activité et le zèle qu'elles apportent à une amélioration aussi incontestable qu'utile.

Nous aimons aussi à signaler le désintéressement des propriétaires dont les terrains riverains doivent être occupés pour donner aux chemins la largeur fixée par M. le Préfet.

Quatre vingt dix propriétaires d'Albitreccia ont offert volontairement de fournir en septembre prochain deux journées de prestation, et tous ceux qui possèdent des terrains sur la ligne que doit suivre le chemin les abandonnent la plupart gratuits.

A Calcatoggio tous ont cédé volontairement leurs propriétés, jardins, vignes ou autres, à condition d'être indemnisés lorsque la commune en aura les moyens. MM. Dominique Villanova officier de santé et Paul Villanova ont, non seulement cédé gratuitement les portions de leurs jardins nécessaires, mais ils ont encore refait à leurs frais les murs de clôture.

Espérons que de si beaux exemples trouveront de nombreux imitateurs.

Les avantages des communications sont immenses et faciles à comprendre; mais on les comprendra encore plus aisément lorsque les chemins seront en bon état.

Ce sera avec un véritable bonheur que nous consacrerons nos colonnes à mentionner de pareils faits; puisse-t-on nous en offrir de fréquentes occasions. (Journal de la Corse.)

A M. le Rédacteur de l'Insulaire français.

Monsieur le Rédacteur,

Lorsque nous vous adressâmes la lettre que vous avez bien voulu insérer dans le N° de votre journal du 9 mai dernier, nous étions loin de penser que la douane de Bastia en serait offensée et que notre langage franc et loyal éveillerait en elle de nouvelles susceptibilités. Nous nous étions trompés.

Permettez-nous d'avoir de nouveau recours à votre obligeance pour rectifier ses erreurs volontaires et pour faire connaître au public avec quelle bienveillance elle traite le commerce qui lui donne la vie.

Nous avons dit, dans notre lettre, que ne pouvant trouver à Bastia ni les moyens, ni les ressources nécessaires, pour faire mûrir le navire le *Général Sebastiani*, nous nous étions vus forcés de le faire conduire à Livourne pour le faire pourvoir de ses deux mâts et qu'en cela nous n'avions fait que ce qui s'est fait constamment et généralement jusqu'à ce jour, au vu et su de la douane de Bastia ainsi que des autres autorités, sans aucune réclamation ni observation de leur part.

Nous avons dit encore que cette détermination de notre part nécessitait par l'état déplorable de notre port, n'avait aucunement pour but de nous affranchir du paiement du léger droit auquel est soumise l'importation d'un mât et qu'enfin nous ne pourrions craindre que la douane pût suspecter la nationalité d'un navire construit sur un chantier faisant face au local occupé par ses bureaux et sous les yeux de ses préposés.

Voilà ce que nous avons dit, et bien! ce langage franc et dégagé de toute arrière-pensée a mis de nouveau en émoi Messieurs de la douane et

a provoqué de la part du chef de cette administration à Bastia une lettre à Messieurs les présidents de la chambre et du tribunal de commerce dans laquelle ce fonctionnaire après avoir rappelé le texte de quelques lois et décisions administratives sur la matière, nous reproche d'avoir annoncé publiquement dans notre lettre du 9 mai que nous avions fait conduire à Livourne le navire le *Général Sebastiani* pour le faire gréer.

En vérité, il faut avoir pris la résolution bien arrêtée de nous trouver en défaut pour prendre ainsi le change sur notre intention et sur ce que nous avons écrit en termes cependant assez clairs et assez précis.

Comment, en effet, M. le directeur de la douane a-t-il pu se méprendre sur le but de l'envoi à Livourne du navire en question et penser, comme il le dit dans sa lettre, que ce but était de le faire gréer, alors que celui-ci, quand il est sorti de notre port, était muni de tous ses agrès et appareils, lesquels avaient été désignés, décrits et inventoriés dans un état dressé par le capitaine et minutieusement visités et vérifiés ensuite par les préposés de la douane qui apposèrent les signatures au bas dudit état lequel a été ensuite par ces mêmes employés, transcrits sur le congé?

Il est donc évident qu'on ne peut expliquer l'erreur dans laquelle est tombé M. le directeur des douanes et que nous sommes autorisés à la regarder comme volontaire, car notre lettre du 9 mai était trop explicite dans ses termes et indiquait trop nettement notre pensée et notre intention pour que personne pût s'y méprendre.

Nous le répétons encore, le navire le *Général Sebastiani* a été envoyé à Livourne, non pour être gréé, il l'avait été ici, mais pour être pourvu de ses deux mâts, ce qu'il y avait eu impossibilité de faire à Bastia et nous ajoutons qu'un des mâts provisoires qui y avait été placé et qui a été changé à Livourne, est déjà rentré en Corse et a payé le droit d'importation.

Nous ne répondons pas à quelques insinuations peu bienveillantes que nous avons vues dans la lettre de M. le directeur, nous lui dirons seulement qu'il peut être assuré de notre patriotisme et celui de nos concitoyens; qu'il n'a pas à craindre de voir en Corse préférer les étrangers aux gens du pays, ni ceux-ci aller demander dehors ce qu'ils peuvent se procurer chez eux; que quant à nous personnellement nous sommes aussi intéressés que personne à ce que Bastia soit pourvue au plutôt d'un port et d'un chantier de construction, et que nos intérêts privés ne nous empêcheront pas de faire de louables efforts pour arriver à ce résultat si désiré.

En définitive, nous sommes de ceux qui croient que les fonctionnaires chargés de faire exécuter les lois fiscales, dont certaines ne sont pas exemptes de quelque brutalité, soit dit en passant, doivent se renfermer dans les limites d'une paternelle sévérité; que si le gouvernement veut que ces lois soient exécutées, il ne veut pas que ceux à qui il confie le soin de cette exécution se fassent de leur position un moyen de vexations ou de tracasseries et que ceux-là fassent un faux calcul qui croiraient se créer des droits à sa faveur en faisant du zèle exagéré et hors de propos.

Soumis aux lois de notre pays et tout disposés à nous conformer à leurs prescriptions, nous prétendons, en échange, aux égards dus à notre position et l'on nous trouvera toujours prêts à faire respecter nos droits.

Agitez, etc.

VALENT FRÈRES.

— Par ordonnance du 30 mai, sont nommés : Conseiller à la cour royale d'Amiens, M. Cornisset Lamothe.

Conseiller à la cour royale de Bastia, M. Chupin de Germigny.

Un des bateaux à vapeur de la Compagnie Vallery frères partira de Bastia pour Ajaccio le 24 courant à 7 heures du matin, il relâchera à l'île Rousse et Calvi le même jour et sera à Ajaccio le 25 au matin; Le 26 à 6 heures du matin il partira pour Propriano d'où il sera de retour le jour même pour partir le même soir à 7 heures pour Bastia relâchant à Calvi et l'île Rousse.

Afrique.

Nous lisons dans le Toulonnais :

« Un ambassadeur de l'empereur de Maroc est venu signifier au général Bedeau, commandant la subdivision de Tlemcen, que son maître n'entendait pas renoncer à la possession d'une partie de la rive gauche de la Tafsa, que nous occupons. Le général a repoussé, comme il le devait de pareilles prétentions.

« Aussitôt, par ordre d'Abderraman, des troupes, que l'on ne porte pas à moins de 12,000 hommes, sont venues se concentrer sur l'extrême frontière, et ce corps d'armée, qui est commandé par le fils de l'empereur, menacé de perdre la possession du territoire contesté.

« Le lieutenant-général de Lamoricière, qui est rendu sur les lieux, a appelé à lui toutes les troupes disponibles; il fait transporter des vivres, Tlemcen et approvisionner son artillerie de munitions, disposé qu'il est à repousser au besoin la force par la force.

« Les deux armées étaient en vue à la date de ces nouvelles. »

Biskara, 20 mai.

Le duc d'Annam en quittant Biskara qu'il avait lieu de croire franchement soumis, y avait laissé deux mortiers et trois pièces de canon, 4 canonniers, une compagnie d'indigènes commandée par 3 officiers et a sous-officiers français détachés du corps des tirailleurs de Constantine. La compagnie était formée de quelques habitants de Biskara et des déserteurs du bataillon régulier d'Abd-el-Kader. Ces derniers agissant de concert avec une partie de la population ont livré l'entrée de la ville et la Casbah, où s'étaient renfermés les neuf français, au kalifat d'Abd-el-Kader qui en a pris possession à la tête d'un bataillon. Les trois officiers ont été massacrés; le fourrier des tirailleurs grièvement blessé est mort faute de secours. Un artiller a été tué; les trois autres ont été enlevés; on espère sans doute les forcer à servir contre nous les deux mortiers que le kalifat a emmenés. Le sergent-major seul a été sauvé et voici comment : il vivait avec la fille du Kaid et avait promis de l'épouser; un déserteur d'Abd-el-Kader qui se trouvait dans le complot et qui avait reçu du sergent-major la solde qui lui était due jusqu'il servait comme indigène, lui a facilité les moyens d'évasion par une fenêtre, et de la sorte son officier a pu se réfugier dans la maison de son futur beau-père en attendant notre arrivée.

Aussitôt que le prince a été instruit de cette catastrophe, il a dirigé à marches forcées sur Biskara la colonne qui y est arrivée sans prendre de repos et brûlant de venger l'assassinat de nos infortunés compagnons d'armes. Malheureusement à notre arrivée le kalifat avait battu en retraite, emmenant avec lui la compagnie indigène entièrement équipée et armée, les trois artillères, deux mortiers et 100 coups de charge, 73,000 cartouches, des fusils de réserve, de remparts, 20,000 fr. en argent et des provisions de bouche.

Quand la colonne est entrée en ville, il n'y avait que quelques habitants qui affirmèrent n'avoir pas trempé dans le complot. Le pillage a été permis pendant deux jours; aussi avons-nous fait une prodigieuse consommation de volailles et de dattes.

On a opéré plusieurs arrestations qui ont fait découvrir des espions et des complices de ce lâche guet-à-pens; 20 prisonniers attendent, en ce moment, leur sort.

Un escadron et un bataillon viennent d'être envoyés en reconnaissance sur les traces du kalifat.

— Au départ du *Charlemagne*, qui a quitté Alger le 30 mai, M. le maréchal-gouverneur allait partir à la tête d'une forte division pour les frontières du Maroc.

Nous sommes à la veille de graves événements. — On lit dans le Toulonnais :

Les événements du Maroc paraissent attirer en ce moment toute l'attention du gouvernement. On dit que plusieurs régiments, outre le 36^e de ligne, seront embarqués incessamment pour l'Afrique. Un grand mouvement se fait remarquer en rade et dans le port. Les frégates à vapeur l'*Asmodée*, détachée de l'escadre d'évolution, le *Labrador*, l'*Orinoque*, la corvette à vapeur le *Cuvier* et d'autres bâtiments de guerre se disposent à partir. L'*Etna* a gagné le large dans la journée.

M. le contre-amiral Paréval, arrivé hier à Toulon sur l'*Asmodée* avec sa dame, est descendu à bord du vaisseau, le *Souverain*, pour faire choix des marins dont il a besoin pour compléter les équipages des bâtiments de l'escadre d'évolution, qui va partir prochainement pour les côtes du Maroc.

— On écrit d'Oran, 29 mai :

Le bruit qui s'était répandu à Oran, à l'arrivée de l'estafette du 24, et d'après lequel nos troupes en seraient venues aux mains avec les Marocains, était dénué de fondement.

La colonne active de Mascara, aux ordres de M. le maréchal de camp Tempour, et la brigade sortie récemment de Médéah, province de Titterie, sous le commandement de M. le colonel d'état-major Eynard, aide-de-camp de M. le maréchal gouverneur-général, ont été informées de ce qui se passait sur les frontières du Maroc, et elles ont opéré leur mouvement dans cette direction. On les dit sur le point de faire leur jonction avec la division aux ordres de M. le lieutenant-général de Lamoricière.

Le bataillon du 32^e de ligne, dont je vous ai annoncé le 24 l'arrivée de Mostaganem, a ordre de se tenir prêt à partir pour Tlemcen. Il se mettra en route le 30 ou le 31.

Tous les jours, il arrive des estafettes de Tlemcen. Nous apprenons que l'on s'attend positivement à des hostilités.

On dit que les Marocains ont 12 milles cavaliers sur l'extrême frontière, et que des renforts d'infanterie arrivent journellement de l'intérieur.

Le corps d'armée commandé par le fils d'Abderraman doit compter maintenant de 15 à 20 mille hommes, cavalerie et infanterie, mais il y a là, comme on peut le penser, très peu de troupes régulières, de sorte que 8 à 10,000 hommes commandés par M. le général de Lamoricière seraient plus que suffisants pour mettre ces bandes en pleine déroute.

La frégate à vapeur le *Labrador* vient d'arriver d'Alger avec deux bataillons du 48^e régiment d'infanterie de ligne. On annonce la prochaine arrivée du 3^e bataillon de ce régiment. D'autres troupes sont aussi attendues. Tous les mouvements paraissent devoir se concentrer momentanément dans nos contrées.

— Le vapeur de commerce, la *Ville de Bor-*

deaux, est arrivé samedi d'Alger à Marseille, d'où il est parti le 6 juin.

Par cette voie, on a reçu à Marseille la nouvelle d'un commencement d'hostilités sur les frontières du Maroc.

Le général marocain a pris l'initiative. Il s'est lancé à la tête de 2,000 cavaliers contre la division Lamoricière. Celle-ci avait feint de se replier pour attirer l'ennemi à portée de canon.

Cette tactique a obtenu un plein succès. La cavalerie marocaine foudroyée par nos artillères s'est enfuie dans le plus grand désordre, laissant le champ de bataille tout jonché de ses morts.

La perte du côté des Français a été insignifiante.

— On lit dans le Toulonnais :

On assure que M. l'amiral Paréval a reçu hier une dépêche qui lui prescrit de se rendre devant Tnger avec son escadre d'évolution.

— Le 36^e de ligne en garnison à Toulon, vient de recevoir l'ordre de départ pour l'Afrique.

Il y a un mouvement assez considérable dans le port à cause du départ pressé des bâtiments à vapeur et d'autres transports chargés de passer de nouvelles troupes en Afrique.

Nouvelles Diverses.

— C'est le 8 qu'aura lieu à Versailles la fête que le roi donne aux exposants; on y chantera un acte d'*OEdipe à Colonne* et deux actes de la *Muette de Portici*. Duprez chantera dans l'*OEdipe* et Poultier dans la *Muette*. Chaque localité et chaque industrie auront un représentant à la fête et quoique Paris ait à lui seul plus d'exposants que les départements; il n'aura qu'une part relative.

— On lit dans la Gazette de Berlin, du 27 mai :

Hier après le service divin, le roi a reçu un courrier apportant la nouvelle de l'arrivée de l'empereur Nicolas. S. M. I. est arrivée quelques temps après, accompagnée du prince Albert, et s'est rendue sur le champ à Sans-Souci. Le roi vint à la rencontre de l'auguste voyageur et les deux monarques s'embrassèrent au milieu de la route. L'empereur est parti le lendemain pour La Haye. Il avait fait le voyage de Saint-Peterbourg (par Königsberg) à Berlin en 4 jours et 10 heures.

OURAGAN A BOURBON. — Les lettres reçues par le paquebot l'*Alecto* nous apportent des nouvelles affligeantes de Bourbon.

Le coup de vent du 25 février a causé de grands désastres, tant sur terre que sur mer.

Des sucreries entières ont été renversées. Les navires le *Jacques-Cartier* et la *Julie* de Bordeaux, *Gipsy* de Nantes ont péri à la côte. Le *Globe* de Marseille tout chargé et prêt à mettre à la voile a éprouvé de grosses avaries; il est de relâche à Maurice; le capitaine resté à terre à Bourbon pour s'occuper de la réparation de son navire.

Enfin tous les autres navires ont plus ou moins souffert dans ce désastre.

— On écrit d'Amsterdam, 30 mai :

On connaît la manière de voyager de l'empereur Nicolas. L'Europe le croit dans sa capitale quand on apprend tout-à-coup qu'il est à cinq cents lieues de St-Petersbourg; c'est précisément ce qui vient d'arriver. Il y a quelques semaines, la cour de Londres fut secrètement informée que l'empereur se proposait de faire une visite à la reine Victoria. Le *Times* annonça cette nouvelle; on fit démentir le *Times* par la voie du *Journal de la Haye* et du *Morning-Post*, ce qui fit que les journaux anglais eux-mêmes confessèrent qu'ils avaient été induits en erreur. Eh bien! au moment où ma lettre vous parvient, l'empereur Nicolas est à Londres. Son arrivée à la Haye, an-



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8 fr.
Un an 16 fr.
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Étranger 24 fr.
PRIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 30 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

noncée pour le 3 juin, au lieu de ce matin. Le czar est accompagné du comte Orloff, et il part demain de Rotterdam. A son retour d'Angleterre l'empereur passera quelques jours auprès du roi et de la reine des Pays-Bas.

— On lit dans le *Morning Chronicle* :
— Nous recevons les détails de l'arrivée de l'empereur Nicolas en Angleterre. Il était attendu à Woolwich samedi entre midi et deux heures, et l'ordre était donné de respecter son incognito; de sorte que les autorités l'attendaient sans uniforme; mais diverses circonstances de mer ont retardé l'arrivée, et les trois navires à vapeur hollandais n'ont paru qu'à dix heures du soir. A dix heures un quart, l'empereur a mis pied à terre enveloppé d'un paletot gris. A onze heures, il était à l'hôtel de l'ambassade de Russie, où ses appartements étaient préparés.

Dimanche matin, dès neuf heures, le prince Albert est venu lui faire visite; l'empereur est allé ensuite entendre la messe à la chapelle grecque; puis à une heure, il a reçu une nouvelle visite du prince Albert, que sir Robert Peel accompagnait cette fois. L'empereur, dit le *Times*, a serré cordialement la main au premier ministre. S. M. I. s'est rendue ensuite au palais de Buckingham, où le prince Albert l'a présentée à la Reine. L'empereur a déjeuné et dîné au palais. Dans l'intervalle, il a fait une visite au duc de Wellington.

Lundi, S. M. I. devait faire une visite à la reine, à Windsor.

— On assure qu'avant de retourner dans ses États, l'empereur Nicolas doit faire une excursion à Paris, mais dans le plus complet incognito. Déjà, de la part de l'ambassadeur russe à Londres, un passeport a été demandé à l'ambassade française pour le comte Suwaroff.

— La cour du banc de la reine à Dublin a condamné O'Connell à un an d'emprisonnement et à une amende de 2000 liv., et de 2 cautions de 2500 liv. chaque pour garantir qu'il restera tranquille pendant sept ans. — MM. John O'Connell, Gray, Steele, Barret, Duffy et Ray sont condamnés à 9 mois d'emprisonnement et à une amende de 50 livres, avec obligation de donner également des cautions.

Avis.

Un concours sera ouvert le 1^{er} août prochain pour l'admission de chirurgiens-élèves dans les hôpitaux militaires d'instruction de Metz, Strasbourg, Lille, et à l'hôpital de perfectionnement à Paris. Les examens auront lieu à Paris, Metz, Nancy, Strasbourg, Besançon, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Rennes, Lille, Bastia, Bayonne et Perpignan.

Les candidats devront se faire inscrire à l'intendance militaire de celle de ces dernières villes où ils désirent concourir. Il leur sera donné connaissance dans les bureaux du sous-intendant militaire ou du commandant de la place ou dans ceux de la mairie de la commune où le présent avis est affiché, du programme arrêté par M. le ministre de la guerre pour ce concours.

Bastia, le 10 juin 1844.
Le Sous-Intendant Militaire de 1^{re} classe,
SEGONNE.

EN VENTE CHEZ LES FRÈRES FABIANI.

POESIE

ALESSANDRO PETRARCHI
DELLA VENZOLASCA.
Prix : 2 fr.

LA CORSICA

1 MIEI VIAGGI IN QUELL'ISOLA.

LETTERE

DI GIOACCHINO PROSPERI,
1 volume in-8° — Prix : 2 fr. 50 cent.

202

DU 3 MAI 1844
SUR LA

POLICE DE LA CHASSE.

Prix : 10 cent.

A VENDRE :

Le grand DICTIONNAIRE HISTORIQUE de MOREL, 10 vol. grand in-folio, reliés, au lieu de 200 fr. 100 fr.
S'adresser au bureau du Journal.

Eaux Minérales d'Orezza.

CHARREYER, aubergiste à Bastia, a l'honneur de prévenir les personnes qui se rendent à Orezza, qu'il partira le 10 du mois prochain, pour établir une auberge à Piedicroce, où l'on sera bien servi et à des prix modérés.

APPARTEMENT A LOUER sur la Place d'Armes.
S'adresser au bureau du Journal.

Mouvement du Port.

ARRIVÉES.

AJACCIO, 5 courant, bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, passagers.
LIVOURNE, 5 id. balancelle Ste-Marie, de 68 tx, c. Fosco, matériaux.
LIVOURNE, 6 id. bk-gte Assomption, de 60 tx, c. Gentile, blé.
LIVOURNE, 6 id. goelette St-Joseph, de 38 tx, c. Thiers, blé.
LIVOURNE, 6 id. mistick Assomption, de 29 tx, c. Valzi, passagers.
ALERIA, 7 id. brick Migliacciari, de 125 tx, c. Guaitella, charbon.
LIVOURNE, 9 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, passagers.
DE LA PLAGE, 9 id. bk-gte Conception, de 34 tx, c. Casanova, planches.



REVUE DE L'EMPIRE.

Cette Revue, fondée en 1842, avec le concours des hommes les plus honorables et illustrés par nos premiers artistes, a rapidement atteint le succès populaire auquel elle était destinée.

Echo impartial de tous les souvenirs qui se rattachent aux deux époques du Consulat et de l'Empire, elle possède de nombreux documents inédits et justifie, par sa rédaction, les hauts patronages qui l'appuient.

Les abonnements sont reçus à Paris, rue Lavoisier N° 20, quartier de la Madeleine, par M. Jemblaire, directeur-rédacteur, jusqu'à la fin de juillet pour l'année 1844; passé cette époque, il n'en sera pas délivré au-dessous de 10 fr. 50 c.

La patrie de Napoléon est le seul pays auquel cet avantage ait été accordé; les habitants les plus modestes de la Corse pourront ainsi recevoir le journal de celui qui fut leur compatriote et leur Empereur.

LIVOURNE, 9 id. mistick Conception, de 30 tx, c. Bonelli, blé.
St-PELLEGRINO, 9 id. gondole Assomption, de 10 tx, c. Sisco, bois de construction.
BONIFACIO, 9 id. gondole St-Joseph, de 4 tx, c. Casella, thon mariné.
FAVONA, 10 id. bk-gte Assomption, de 54 tx, c. Belgodere, planches.
LIVOURNE, 11 id. bat. à vap. Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Sisco, passagers.
LIVOURNE, 11 id. mistick Pipi, de 29 tx, c. Guaitella, blé.
MARSEILLE, 12 id. paquebot-poste Ajaccio, de 120 chev. c. Prudent, dépêches et passagers.
MACINAGGIO, 13 id. gondoles chargées de vin.

DÉPARTS.

LIVOURNE, 5 courant, bk-gte Phénix, de 65 tx, c. Guasco, lest.
MARSEILLE, 5 id. tartane Deux Sœurs, de 4 tx, c. Stretti, liège.
A LA MER, 5 id. goelette de l'Etat Étoile, c. hogan, lieutenant de vaisseau.
LIVOURNE, 5 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, passagers.
BONIFACIO, 6 id. bœuf Précurseur, de 55 tx, c. Valery, lest.
LURI, 6 id. gondole St-Antoine, de 6 tx, c. Sisco, lest.
MARSEILLE, 7 id. paquebot-poste Télémaque, de 160 chev. c. de Cuers, dépêches et passagers.
CAGNANO, 7 id. gondole Trinité de 8 tx, c. Costa, lest.
LIVOURNE, 7 id. bk-gte Conception, de 60 tx, c. Belgodere, lest.
FAVONA, 8 id. bœuf Assomption, de 25 tx, c. Petit, lest.
LIVOURNE, 8 id. bk-gte Assomption, de 60 tx, c. Gentile, lest.
LIVOURNE, 8 id. bat. à vap. Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Sisco, passagers.
LIVOURNE, 8 id. mistick Assomption, de 29 tx, c. Thiers, lest.
LIVOURNE, 10 id. goelette St-Joseph, de 38 tx, c. Mécolin, lest.
PORTOVECCHIO, 11 id. bk-gte Deux Amis, de 65 tx, c. Alfonsi, lest.
MACINAGGIO, 11 id. bk-gte Conception, de 34 tx, c. Casanova, planches.
A LA PLAGE, 11 id. bk-gte Ville-de-Bastia, de 75 tx, c. Zuani, lest.
LIVOURNE, 12 id. bat. à vap. Sebastiani, de 34 tx, c. Valzi, passagers.
LIVOURNE, 12 id. balancelle Ste-Marie, de 68 tx, c. Fosco, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

Bastia.

Nous pensions que le *Progressif* se tenait pour satisfait relativement à l'élection de Calvi. D'abord, il était si sûr sur le résultat de cette élection qu'il avait annoncé à diverses reprises comme devant être eulcée à une immense majorité par le candidat qu'il appuyait; ensuite il avait gardé un prudent et discret silence sur le compte rendu que nous avons donné de cette élection. Nous devions donc croire que le *Progressif* comprenait que le silence était pour lui le parti le plus sage à prendre, à raison des faits qui ont entaché cette élection d'illégalités flagrantes. Nous nous étions trompés et, dans son dernier numéro, en signalant son triomphe en termes généraux, et sans préciser, pour des raisons connues, le chiffre de la majorité — cette énonciation aurait été un démenti catégorique des assertions précédentes de ce journal — le *Progressif* s'efforce de réduire à néant les faits que nous avons indiqués; toutefois ne pouvant dissimuler ses craintes, il déclare avec une grande confiance, que cette élection, « considérée à titre annulé, la réélection de son candidat ne saurait être douteuse: l'épreuve du 23 mai donne au *Progressif* la certitude de ce résultat. Voyons donc ce que signifie cette épreuve si décisive réduite à ses véritables éléments.

Rétablissons d'abord quelques faits défigurés par le *Progressif*. D'abord M. Castelli a été élu l'année dernière à une majorité de 47 contre 41; tandis que cette année M. Colonna-Leca n'a obtenu qu'une seule voix de majorité. En second lieu, l'élection de M. Castelli a été annulée non pas à cause des patentes, mais seulement parce qu'il ne payait pas, depuis un an, au jour des élections, le cens voulu par la loi. Aujourd'hui cette irrégularité n'existe plus et M. Castelli se trouve parfaitement en règle. Mais ce qui subsiste aujourd'hui, c'est la faible majorité, la majorité d'une seule voix obtenue par M. Leca, alors que le *Progressif* avait annoncé un succès éclatant, un triomphe des plus décisifs. Il y a de quoi être humilié en jouant si mal le rôle de prophète.

Une voix de majorité, voilà donc pour la consulation du *Progressif*; mais il ne faudrait pas que cette consulation, peu difficile, lui donnât le droit de faire des romans à l'effet de se repaître d'espérances chimériques. Ainsi il affirme qu'un créancier serait parvenu à arracher de la faiblesse de son débiteur, menacé de poursuites, une déclaration, dont on aurait abusé. Quand on invente, il faudrait au moins le faire adroitement. Si ce créancier avait voulu et pu profiter de son ascendant, il eût été beaucoup plus simple de le faire dans l'intérêt de l'élection en obtenant de cet électeur sa voix pour M. Castelli, que de le faire, après coup, contre l'élection de M. Leca, en arrachant une déclaration qui pouvait exposer l'électeur, si elle n'était pas exacte, à être poursuivi comme calomniateur. Cette lettre, ajoutons-nous, a été écrite spontanément et conservée par la même le caractère qu'un s'efforce, mais inutilement, de lui enlever. La voici:

« Mon cher M. Castelli,
« Me trouvant indisposé je ne puis monter chez vous; vous donner des explications; je puis vous assurer, Monsieur, que mon suffrage a été pour M. Bartoli et non pour M. Leca, ainsi que celui de mon beau-frère R... ce que je vous dit je l'affirmerai même en cassation.
« Eh! bien ces deux voix et six autres, si nous sommes bien informés, ne devaient être données à M. Castelli, si elles ne l'étaient pas à M. Bartoli; d'après les déclarations des électeurs, ont cependant été attribuées à M. Leca.

Quant aux obsessions de l'administration nous nous contentons de cette même lettre qui montre jusqu'à quel point l'administration a travaillé en faveur de l'administration en procurant à M. Leca huit suffrages qui n'ont pu lui être données que contrairement à la volonté des électeurs. Si M. Leca peut, à la rigueur, se passer d'une voix, nous donnons fort qu'il puisse se passer des huit, qui lui ont été indûment accordées ainsi que le constatent des réclamations positives.

Mais ce n'est pas tout. Voici d'autres faits qui prouvent que nous étions très bien informés quand nous parlions de faits avérés qui devaient suffire pour faire annuler l'élection. Ainsi, outre les huit suffrages accordés à M. Leca, contre la volonté des électeurs, qui suffisaient et au delà, pour entacher cette élection de nullité, voici d'autres faits qui la rendent encore nulle et irrégulière. 1^o on a admis à voter un individu qui n'en avait pas le droit; 2^o plusieurs bulletins ont été déposés dans l'urne, de manière que les personnes qui circulaient autour du bureau pouvaient facilement lire les bulletins; 3^o le président a, contrairement à la loi électorale, article 46, fait seul le dépouillement du scrutin; les bulletins n'ont été vus et lus que par lui. Or la loi a positivement interdit cette manière de procéder et on comprend que toutes les élections pourraient être faussées, si le président dépouillait seul, et sans contrôle, le scrutin; il pourrait lui être loisible de lire sur les bulletins les noms qu'il lui conviendrait d'y voir inscrits et puisqu'un électeur de Calvi reproche au président de l'élection d'avoir abusé de la confiance de plusieurs électeurs, toutes les suppositions sont permises, et la non observation de la loi les autorise et suffirait à faire annuler cette élection. Nous pourrions alléguer encore d'autres motifs qui ne sont pas moins concluants. Ainsi avons nous la conviction que cette élection sera annulée et nous avons aussi la conviction qu'au prochain scrutin justice sera rendue à tous. Nous faisons nous aussi que l'épreuve du 23 mai dernier nous donne la certitude que désormais le candidat du *Progressif* ne saurait entrer au sein du conseil général.

Maintenant nous n'ajouterons qu'un mot. Le *Progressif* doit connaître tout aussi bien que nous, et mieux que nous encore, les différentes nullités dont nous parlons plus haut; mais il les dissimule, il les cache; il voudrait les faire oublier par son discret silence parce que, connues, elles réduiraient son triomphe à sa juste valeur.

c'est-à-dire à néant; il dissimule également la majorité imposante obtenue par son candidat, toujours pour ne pas compromettre le singulier succès qu'il a obtenu, à l'aide de quels moyens encore? Si nous avions agi ainsi pour une candidature qui nous aurait intéressé et à laquelle nous aurions attaché une grande importance, que l'importance égale à celle que le *Progressif* attachait à l'élection de M. Leca, ce vertueux journal, cette feuille si indépendante, nous aurait poursuivis de ses plus admirables commentaires, de ses plus furibonds réquisitoires; au nom de la morale publique, il se serait efforcé de nous condamner. Mais pour lui tout est permis, pour lui tout est légitime et il est avec le ciel des accommodements quand les intérêts du *Progressif* sont en cause. Nous attendons le jugement qui interviendra sur cette élection avec tout autant de confiance que nous avons de satisfaction d'être édifiés sur l'impartialité du *Progressif*.

Depuis plusieurs mois la commune de Venozolasca était plongée dans les plus vives appréhensions par la présence de deux bandits qui, après d'être rendus coupables de plusieurs crimes, menaçaient d'en commettre de nouveaux pour satisfaire leur insatiable passion de vengeance. Un détachement de voltigeurs corse avait été envoyé dans cette commune pour la protéger et pour l'empêcher de s'emparer des deux bandits. Jusqu'ici leurs efforts avaient été inutiles, lorsque le 17 juin dernier ils ont pu espérer être enfin sur les traces de ces deux misérables. Le voltigeur Pietri ayant obtenu quelques renseignements sur une course que devaient faire ces deux bandits, en prévision son caporal Andreucci qui l'engagea à se rendre sur les lieux où l'on soupçonnait leur présence. Accompagné du voltigeur Vergiani, il fut bientôt que les deux bandits se promettaient d'assister à un mariage qui devait se célébrer à Biguglia. Ils se rendirent dans cette commune et ils s'embusquèrent, pendant la nuit, au lieu dit les ruelles de la fontaine Campana n'ayant rien vu, ils se retirèrent dans un maki fort épais d'où ils pouvaient tout voir sans être aperçus. Cet état de choses dura depuis cinq jours, lorsque dimanche dernier, vers 9 heures du soir, ils virent passer un individu, sans armes, et qu'à sa démarche ils reconnurent aisément pour un guide de bandits. Ils se trompaient pas, car ils aperçurent bientôt après deux individus armés qui s'avançaient de leur côté. Lorsqu'ils furent près d'eux ils les sommèrent au nom de la loi de s'arrêter. Mais le premier bandit fit feu aussitôt sur le voltigeur Pietri qu'il manqua fort heureusement et tira son second coup sur l'autre voltigeur Vergiani. Le fusil rata et Pietri riposta aussitôt; la balle avait traversé la poitrine du bandit. Les voltigeurs se mirent aussitôt à la poursuite de l'autre bandit, mais celui-ci, favorisé par la nuit et par les arbres, put échapper à la recherche des voltigeurs, qui revinrent sur les lieux. Le lendemain matin M. le juge de paix de Borgo vint pour faire la levée du cadavre que l'on reconnut être celui du bandit Giorgi (Dominique), dit Scarlino, de Venozolasca.

sés, prévénus de deux assassinats avec guet-à-pens et préméditation et de menaces de mort adressées à plusieurs personnes. Giorgi était armé d'un fusil double à percussion, d'un pistolet d'arçon aussi à percussion, d'un stylet et d'un cartouchier parfaitement garni de cartouches et de capsules. Le fusil que l'autre bandit avait abandonné dans sa fuite était aussi à percussion.

La destruction de ce redoutable bandit qui était la terreur de Venzolasca et des communes environnantes, fait le plus grand honneur au sang froid, au courage et à la présence d'esprit du volontaire Pietri, parfaitement secondé par son camarade Vargioni.

Depuis quelque temps, l'attention publique est tristement excitée par le récit de rixes, de violences et même de crimes qui se commettent à Bastia, scènes dont la population de cette ville est victime et qu'il faut attribuer à des étrangers venus du continent italien qui trouvent un asile trop facile en Corse. Ce triste état de choses doit attirer, d'une manière toute spéciale, la surveillance active de l'autorité locale. Il importe que notre population si calme, si paisible soit rassurée au sujet d'actes de désordre et de violence qui pourraient se reproduire et se multiplier d'une façon plus déplorable si des mesures urgentes n'étaient prises.

Ainsi la semaine dernière un ouvrier maçon, italien, a donné, dans une rixe, un coup de couteau à son adversaire. Il y a deux jours à peine, une scène plus violente avait lieu et encore de la part d'un autre italien : celui-ci armé d'une hache, a tenté de tuer deux malheureuses femmes, dont l'une a reçu des blessures très dangereuses. Ces faits déploraux sont le triste résultat de l'affluence à Bastia de cette population étrangère qui, n'ayant pu vivre en Italie, se transporte en Corse, sans renoncer à ses habitudes de violence et d'empoiement. La Corse sans doute est une terre hospitalière, mais il ne faudrait pas que cette vertu allât jusqu'à autoriser, par un défaut de surveillance ou de sages mesures préventives, les excès de tout genre qui compromettent si gravement la sécurité publique. C'est à la police qu'il appartient d'apporter ici une attention scrupuleuse et une surveillance active. Elle est armée, vis-à-vis des étrangers, de moyens de répression assez efficaces pour que son action ne reste pas complètement stérile.

Par décision de M. le ministre des finances, M. Quinton, garde général des forêts à Canteleu, a été nommé sous-inspecteur à Ajaccio, en remplacement de M. Sebastiani appelé à d'autres fonctions.

On écrit de Marseille qu'incessamment les artistes du grand théâtre de cette ville se rendront à Ajaccio pour y donner des représentations pendant les mois de juillet et d'août prochain. Cette troupe composée de 36 artistes, donnera le ballet d'action et le vaudeville.

Un spectacle de ce genre qui aura, pour les habitants de cette ville, tout le piquant de la nouveauté, attirera sans doute un nombreux concours. Nous espérons surtout que nos dames viendront embellir de leur présence les soirées d'un plaisir si naturel et si agréable.

(Journal de la Corse.)

Un des bateaux à vapeur de la Compagnie Vallery frères partira de Bastia pour Ajaccio le 24 courant à 7 heures du matin, il relâchera à l'île-Rousse et Calvi le même jour et sera à Ajaccio le 25 au matin; Le 26 à 6 heures du matin il partira pour Propriano d'où il sera de retour le jour même pour partir le même soir à 7 heures pour Bastia relâchant à Calvi et l'île-Rousse.

Nouvelles Diverses.

Nous lisons dans le Toulonnais :

Une dépêche télégraphique reçue à la préfecture maritime, annonce l'arrivée du prince de Joinville dans notre ville pour le 25 courant. Le prince fera un court séjour à Toulon, et arborera son pavillon sur le vaisseau le Suffren. Ce vaisseau sera accompagné de la frégate à vapeur l'Asmodée. La dépêche dit que le prince doit remplir une mission dans la Méditerranée.

Tout le monde pense ici que le but du voyage du prince est Tanger.

Le 9, un orage ou plutôt un ouragan furieux a éclaté sur Paris. Vers trois heures une montagne de nuages noirs se dressait à l'ouest et du flanc de ces nuages jaillissaient des éclairs suivis de coups de tonnerre sourds et lointains, bientôt l'obscurité a été complète et des torrents de pluie mêlée de grêle ont fondu sur la capitale; en dix minutes le jardin des Tuileries était submergé, les rues étaient converties en petites rivières, la grêle resonnait sur les vitres et cassait les pots de fleurs dans les jardins, les plantes ont été littéralement hachées, les arbustes ployés, des branches d'arbres coupées.

On assure que dans le palais de l'industrie la perte ne sera pas moins de deux cent mille francs. La pluie qui tombait avec une violence sans exemple a pu pénétrer dans les fissures; des tissus précieux, des tapis, des objets de tout genre ont été complètement avariés.

Dans le jardin des Tuileries l'eau était si abondante qu'il a fallu organiser une sorte de sauvetage pour faire sortir les personnes qui avaient attendu sous les arbres et sur les banquettes la fin de l'orage; on a formé un pont de chaises.

On lit dans le Moniteur du 12 juin :

Le roi, sur la proposition de M. le ministre de la marine et des colonies, vient de décider que M. le prince de Joinville porterait son pavillon de contre-amiral sur l'un des vaisseaux de l'escadre d'évolutions et se rendrait avec ce vaisseau, accompagné d'une frégate à vapeur, de deux bâtiments à vapeur de moindre force et de plusieurs bâtiments légers, en croisière sur l'Etat de Maroc.

S. A. R. doit partir très prochainement pour Toulon, afin d'y prendre possession du commandement de la division navale destinée à se ranger sous ses ordres.

Toutes les feuilles légitimistes ont encadré leurs colonnes dans des lignes de deuil qui annonçaient assez que la mort venait de frapper la famille royale déchue. Depuis longtemps la santé de M. le duc d'Angoulême inspirait de vives et sérieuses craintes, et par des nouvelles reçues de Goritz, ces craintes étaient fondées, puisqu'elles annonçaient la mort de M. le duc d'Angoulême, fils de Charles X, qui est allé rejoindre son auguste et infortuné père dans la tombe où il l'avait précédé de quelques années.

S'il faut en croire certains bruits, le gouvernement serait décidé à proposer prochainement aux chambres de grandes mesures sur le régime des eaux et des biens des communes, sur le reboisement des montagnes, et la séparation des départements de l'agriculture et du commerce en deux ministères serait, dit-on, une des conséquences de ces mesures. La réunion de l'administration des forêts à l'agriculture apporterait au nouveau ministère des attributions étendues, un personnel et un budget considérables; en un mot, elle constituerait une administration des plus importantes.

On a arrêté jeudi, 6 juin, à Londres, le comte Ostrowski, polonais, pour menaces d'assassinat sur la personne de l'empereur de Russie,

menaces qu'il aurait proférées chez son tailleur. Le Globe raconte que, lundi, le comte Ostrowski, ki, ayant vu chez son tailleur une colonne très belle qui avait été commandée par Nicolas, avait demandé à l'essayer. Le tailleur et son commis trouvèrent sans doute dans ces paroles une menace pour la vie de l'empereur; et là, l'arrestation du comte. Ses papiers ont été saisis et sont entre les mains de la police. Quant à lui, il n'a pu obtenir sa mise en liberté que moyennant une caution de mille livres sterling.

Le Messager publie de longues dépêches adressées par le Maréchal Bugeaud au président du conseil, ministre de la guerre. Ces dépêches contiennent des détails circonstanciés sur le combat qui a eu lieu le 17 mai, aux environs de Dellys, entre les Arabes et la colonne commandée par le maréchal. En voici le résumé :

Huit à dix mille Kabyles étaient rassemblés sur les montagnes. Le gouverneur-général, rejoint par sa cavalerie, dont il avait été séparé dans l'affaire du 12, les fit attaquer résolument. Nos troupes gravirent les positions jugées les plus inexpugnables, et s'en emparèrent après avoir repoussé l'ennemi sur tous les points.

Vers le milieu du jour, des pourparlers eurent lieu pour la soumission des tribus, et le combat cessa. Par suite de cette soumission, un mouvement rétrograde ayant été exécuté par notre colonne de droite, les Kabyles se méprirent sur ce mouvement et recommencèrent l'attaque sur ce point; mais en peu d'instants, ils furent défaits et une seconde fois repoussés.

Dès le soir, la soumission des Flassas et d'une partie des Aoudouas fut offerte et acceptée. Le lendemain, Ben-Zamoun, chef de toutes ces tribus, reçut l'investiture au bras du canon, sur ces montagnes où la veille encore il commandait au nom d'Abd-el-Kader, et où aujourd'hui il commande au nom de la France.

D'après l'avis des Arabes eux-mêmes, leurs pertes dans les affaires des 12 et 17 mai ne s'élèvent pas à moins de 1,000 hommes.

Nous avons à regretter la mort d'une trentaine d'hommes, dont un officier, et nous avons eu 118 blessés que le Météore a ramenés à Alger.

Le 44^e régiment d'infanterie de ligne, en garnison dans le département des Pyrénées-Orientales, a reçu l'ordre, en même temps que le 36^e de la même arme, qui tenait garnison à Toulon, et dont nous annonçons aujourd'hui le départ, de former sur le champ ses bataillons de guerre et de les diriger sur Port-Vendres, à l'effet d'y être embarqués pour l'Algérie.

Ces troupes ont dû être embarquées ces jours derniers à bord des bâtiments à vapeur l'Asmodée et l'Etna, qui ont fait route pour Port-Vendres dans la journée du 6 juin.

L'empereur de Russie, avec la rapidité qui caractérise tous ses mouvements, a quitté le palais de Buckingham, à cinq heures, dimanche soir, pour se rendre à Woolwich, et deux heures après il s'embarquait pour Rotterdam sur le steamer Black-Eagle, en retour pour ses États.

Avant de quitter les quais, S. M. a adressé des paroles gracieuses à tous ceux qui l'avaient accompagné; puis elle s'est embarquée à bord du Black-Eagle avec le prince Albert, et c'est sur le pont du steamer qu'a eu lieu leur dernière entrevue : ils se sont quittés de la manière la plus cordiale et la plus affectueuse. Enfin à sept heures, tout étant prêt, le Black-Eagle, portant au grand mât le pavillon impérial russe, a quitté Woolwich, salué par toutes les troupes qui étaient sur les quais; il était accompagné du steamer Lightning.

Avant de quitter Londres, l'empereur Nicolas a laissé vingt mille ducats pour être distribués aux gens qui avaient été employés à son service.

— On écrit de la Haye, 11 juin :

Aujourd'hui, vers quatre heures de relevée, S. M. l'empereur de Russie est arrivée en cette résidence, de retour de Londres.

La fête donnée par le Roi à Versailles se composait exclusivement du spectacle qui ne s'est terminé qu'à minuit passé.

On a commencé par le 2^e et le 3^e acte d'OEdipe à Colonne, puis le 4^e acte de la Favorite, et enfin la polka et le 2^e et 3^e actes de la Maquette.

Le Roi avait pris place à l'amphithéâtre; la Reine et M^{lle} Adélaïde étaient à ses côtés; c'étaient les seules dames de la famille royale qui fussent présentes. M. le duc de Nemours, M. le prince de Joinville et M. le duc de Montpensier étaient près de LL. MM. Les dames du corps diplomatique, les femmes des ministres et les dames attachées à la cour étaient seules invitées.

Tous les ministres étaient présents. Les invités, qui avaient été reçus dans le salon d'Hercule, se sont placés sans distinction des que les portes de la salle de spectacle ont été ouvertes.

La compagnie Hainguerlot vient d'offrir au ministre des travaux publics de se charger de l'exécution par le système atmosphérique du chemin de fer de Paris à Strasbourg avec embranchement sur Reims et sur Metz.

D'après le projet de loi présenté à la chambre, le chemin de fer de Strasbourg coûtera 84,660,000 fr. d'après le système atmosphérique il ne coûterait que 54,440,000 fr.

Nous recevons des nouvelles officielles de la république d'Haiti et du Port-au-Prince jusqu'à la date du 9 mai.

Le 25 avril, un mouvement a éclaté au Cap-Haïtien. Un manifeste imprimé, portant seize signatures, en majorité de mulâtres, et relatant trois cents adhésions, a paru sous la responsabilité de M. Euzébe, vice-président de l'assemblée constituante, annonçant que la partie du nord se séparait du gouvernement d'Hérard-Rivière, et portant invitation aux autres parties de la république de se former en état fédératif. Le général Pierrot, naguère battu par les Haïtiens espagnols sous les murs de San-Yago, a été invité à se concerter avec le général Guerrier, ex-membre du gouvernement provisoire lors de la chute du président Boyer, et commandant militaire à Saint-Marc, pour amener une réconciliation générale et assurer le respect des personnes et des propriétés. Ce manifeste se prononce nettement, nous assure-t-on, pour le paiement de l'indemnité due à la France.

Le 29 avril le conseil d'état formé au Cap-Haïtien a présidé au général Guerrier, par une proclamation signée de ses membres.

Le 3 mai, un second mouvement a éclaté dans la capitale, au Port-au-Prince. Hérard-Rivière a été déclaré déchu de la présidence pour violation de la constitution du 30 décembre. Néanmoins on lui a conservé son grade de général de division et la pension nationale qui lui a été accordée pour avoir délivré sa patrie du joug du président Boyer.

Le général Lazare a été adjoint au général Guerrier. Ces deux généraux sont noirs; mais le manifeste porte un très grand nombre de signatures, notamment celle de M. D. Lespinasse, président de l'assemblée des représentants, récemment incarcéré par ordre du ministre Hérard-Dumesle, et celles de toutes les notabilités de la population noire et de couleur.

Hérard-Dumesle, ex-ministre de la guerre et des affaires étrangères, a été arrêté; il était garde à vue.

Pas une goutte de sang n'a été répandue ni au Cap ni au Port-au-Prince. Trois des ministres du précédent gouvernement ont été conservés. L'ex-maire du Port-au-Prince, J. Paul, leur a été ad-

joint. M. Hippolyte Gelin, ex-ministre d'Hérard, est maintenant principal ministre du général Guerrier, nouveau président provisoire.

Le 3 mai, ce général a fait une proclamation au peuple et à l'armée pour la réunion de tous les citoyens. Il a en même temps adressé aux citoyens de la partie du sud une proclamation pour leur annoncer que le mouvement est général et pour les inviter à y accéder. Déjà, en effet, on annonce que Jérémie, Mirebalais, les Gonaïves, Miragoane, sont d'accord avec la partie du nord et de l'ouest, et la plus grande partie du sud.

Il ne reste plus que les Cayes et la partie de l'est, ancienne partie espagnole, à attirer dans le mouvement.

On a signalé à M. Hérard-Rivière, à son camp d'Azua, où il y a eu de nombreuses défections et où il n'a plus que 4,000 hommes, sa déchéance du titre de président.

Les consuls étrangers ont été informés officiellement de la constitution du nouveau gouvernement.

Les détenus politiques ont été mis en liberté. — On lit dans la Gazette d'Angbourg sous la rubrique de Constantinople 22 mai :

Les 13 et 17 courant les troupes turques ont remporté deux victoires signalées sur les Albanais. Keischowas a été prise d'assaut après une vigoureuse résistance de la part des révoltés qui ont eu 100 hommes tués et autant de blessés. Il paraît que les troupes turques ont éprouvé une perte plus considérable. Les Turcs ont laissé à Keischowas une forte garnison et sont rentrés dans leur camp. Om-r Pacha après avoir battu les Arnauts près d'Osakp s'est emparé de cette ville. Plus de 300 Albanais sont restés sur le champ de bataille. Ils ont eu 600 blessés.

On assure qu'une demande en commutation de peine vient d'être adressée au conseil des ministres en faveur de M^{lle} Lafarge, et que cette pétition est revêtue des signatures les plus respectables, en particulier de celle de l'évêque de Montpellier.

Il paraît que la recluse montre une grande résignation et édifie tout le monde par sa piété. La pétition a été remise, dit-on, au garde des sceaux par M. Viger, premier président de la cour royale de Montpellier et membre de la chambre des députés.

L'ordre des bénédictins a acheté, il y a peu de jours, le château de Bidre, moyennant 800,000 francs. On dit qu'ils veulent y fonder un établissement.

On lit dans le Journal du Havre du 12 : Des nouvelles de la Havane, qui vont jusqu'au 7 mai, nous annoncent que le port de Saint-Jean de Nicaragua était, à cette époque, bloqué par une flotte anglaise.

La même feuille a des nouvelles des États-Unis jusqu'au 21 par le paquebot Queen of the West, arrivé samedi de New-York à Liverpool en 18 jours. Le président Tyler a annoncé officiellement au sénat qu'il avait ordonné l'envoi d'une flotte dans le golfe du Mexique et d'un corps considérable de troupes à la frontière du Texas. Le président considère l'adjonction du Texas à l'Union comme un cas de guerre immédiate avec le Mexique; mais il est toujours très probable que le Sénat rejettera le traité de réunion.

La Démocratie pacifique est devenue en peu de temps l'un des organes les plus considérables de la presse quotidienne. Elle justifie pleinement, du reste, par le mérite de sa rédaction et la loyauté scrupuleuse de sa conduite, l'influence qu'elle a conquise.

M. de Lamartine, à la tribune de la chambre des députés, a dit que la Démocratie pacifique s'était constituée en quelque sorte l'organe de la conscience du pays, et la Démocratie pacifique a

pu accepter ce magnifique éloge, parce que chez elle l'intelligence des véritables intérêts de la France n'est obscurcie par aucune considération étroite, et que son ardent patriotisme est pur de toute ambition mesquine, individuelle ou collective.

La Démocratie pacifique se distingue parmi les journaux quotidiens, non seulement par une indépendance complète de tous les partis, mais par une étude sérieuse et approfondie de toutes les grandes questions mises à l'ordre du jour par le travail d'enfancement social de notre époque.

Dans le domaine du feuilleton, comme dans celui des questions politiques et sociales, la Démocratie pacifique apporte un esprit scrupuleux d'investigation sérieuse et profonde.

Indépendamment des feuilletons de théâtre, de musique, de chasse, d'horticulture, etc., la Démocratie pacifique donne à ses lecteurs, comme les autres journaux des feuilletons romans. Elle publie en ce moment URBAIN RITZ, par M. Aug. de Lacroix. Ce roman sera suivi d'un roman de M. Alexandre Dumas, les Deux Frères Corses, et de deux ouvrages traités de main de maître : Caroline en Sicile par M. Ch. Didier, et les Réprouvés et les Elus par M. Emile Souvestre.

La Démocratie pacifique, publiant des travaux importants et sérieusement étudiés sur les différentes questions à l'ordre du jour, donne à ses abonnés une table des matières correspondant à chaque volume de six mois.

Les abonnements partent du 1^{er} et du 16 de chaque mois. Le prix est de 12 francs par trimestre pour Paris et les départements. — S'adresser franco rue de Seine, 50, au bureau du journal et à tous les libraires et directeurs des postes et des messageries.

Affaire du Maroc.

Les journaux de Paris publient deux rapports du lieutenant-général de Lamoricière au maréchal Bugeaud.

Le premier rapport se termine ainsi : « J'ai encore devant moi un noyau de troupes régulières tel que la guerre pourrait commencer en prenant tout simplement quelques jours pour réunir les contingents congédiés momentanément. Ces troupes régulières sont :

• Abd-el-Kader avec 500 fantassins et 300 cavaliers à Guenifoula, non loin de Moasser-Berouagnia.

• El Kettini, avec 300 fantassins et 600 cavaliers.

• El Genaoui arrivé le dernier avec 400 hommes.

Nous apercevons distinctement d'ici le camp marocain, et son étendue est en rapport avec la force qu'on lui assigne.

Le deuxième rapport contient les détails de l'engagement dont nous avons annoncé le résultat. Nous croyons devoir le reproduire.

« Au camp sous Lalla-Magruia, le 30 mai, dix heures du soir.

« Monsieur le maréchal,

« Je venais de terminer, ce matin, le rapport que vous trouverez sous la même enveloppe que celui-ci, et j'allais le faire partir, lorsqu'on vint me prévenir qu'une ligne de cavaliers se montrait dans la plaine, à environ deux lieues de nous, et marchait vers le camp. Une demi-heure après, le camp marocain paraissait distinctement, drapés en tête, sur le bord de la Moujaïja. Deux cents tirailleurs prenaient les devants; toute cette troupe se présentait dans l'ordre du combat ordinaire de la cavalerie arabe.

« J'avais fais prendre les armes, charger les ba-

CE JOURNAL

PARAIT

TOUS LES JOURS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Jésumes.

A Paris, à l'Office-Correspondance de Lausanne et C^{ie}, place de la Bourse, N° 5, où l'on reçoit les Annonces.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX

DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Etranger 24Diverses 40 c.
Judiciaires 35 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

gages, et j'étais prêt à agir. A onze heures, les premiers cavaliers entamèrent la fusillade contre les grand'gardes, sans qu'aucune parole eût été échangée. Nous étions attaqués à deux lieues en dedans de notre frontière, et au bout de quelques minutes, force fut bien de riposter.

Je commençai à descendre vers la plaine, en poussant devant moi les cavaliers ennemis. M. le général Bedeau, avec les zouaves, les 8^e et 9^e bataillons des chasseurs d'Orléans, tenait la droite. M. le colonel Roguet, avec le 10^e bataillon de chasseurs et deux bataillons de son régiment, tenait la gauche et gardait le convoi.

Le colonel Morris marchait en colonne par pelotons sur la gauche avec 5 escadrons.

La fusillade devint extrêmement vive, à droite devant les zouaves et devant le 8^e bataillon de chasseurs. Nous avions en présence douze à quinze cents cavaliers des Abd-el-Bakari et cinq à six cents cavaliers arabes.

Les cavaliers ennemis s'engageaient en nombre de plus en plus considérable, entre notre colonne de droite et la muraille de rochers qui forme la berge du vallon, d'où nous descendions. Je laissai à dessein se prolonger ces engagements. Pendant trois quarts d'heure les cavaliers marocains soutinrent un feu qui leur coûtait cependant bon nombre d'hommes et de chevaux : plusieurs fois ils abordèrent les tirailleurs des zouaves, et l'un d'eux les traversa même pour venir attaquer corps à corps le capitaine adjudant-major Chapuis qui fut blessé.

Je pris le moment où le combat était le plus vif pour lancer par ma gauche deux escadrons de chasseurs, sous les ordres de M. le commandant Peronny. Cette charge, appuyée de près par les autres escadrons, sépara en deux la masse des cavaliers ennemis, et en accumula près de 200 entre les rochers et la ligne de nos tirailleurs. Le plus grand nombre de ces cavaliers fut sabré; 30 au moins restèrent sur la place, trois drapeaux furent pris; le reste s'enfuit dans la plus complète déroute vers Ouscheda, 30 chevaux harnachés restèrent aux mains des chasseurs et de nos tirailleurs. En résumé, nous avons vu sur le terrain, tant devant les zouaves que sur le champ de la charge, une cinquantaine d'hommes et 20 à 25 chevaux tués.

Plus de 20 tués et de nombreux blessés ont été enlevés sous nos yeux. La cavalerie noire s'est montrée à ce début un peu plus entreprenante que nous n'avons coutume de voir les gours arabes.

Nous avons eu, de notre côté, 25 blessés (2 succomberont probablement), 2 chevaux tués et 6 blessés. Après deux heures de repos sur la Mouilah, je suis venu bivouaquer ici ce soir, afin de renouveler mes vivres....

Telle a été l'issue de cette levée de bouilliers si imprévue. Rien de ce que je vous écrivais ce matin n'est démenti. Tous les indices étaient hier soir sinon pour la paix absolue, au moins pour une sorte de suspension d'armes.... Cependant, j'ai été attaqué ce matin....

Voici, d'après deux prisonniers échappés au sabre des chasseurs, la cause de ce revirement subit : un personnage allié à la famille impériale et nommé Sidi-el-Mamoun-Ben-Chérif, est arrivé ce matin à Ouscheda avec un contingent de 500 Berbères envoyés de Fez par le fils de Muley-Abdel-Rhaman pour faire partie de la troupe d'observation réunie devant nous. Sidi-el-Mamoun, emporté par un ardent fanatisme, a déclaré qu'il voulait au moins voir de près le champ des chrétiens, et s'est mis en marche, malgré la résistance et les observations d'El-Genaoui, qui, tout en objectant les ordres de l'empereur, n'osait opposer un refus absolu à un prince de la famille impériale.

L'indiscipline des Berbères, le fanatisme de la troupe nègre, se sont exaltés de plus en plus en notre présence, et le combat s'est engagé. Quoi qu'il en soit de ce récit, la guerre existe de fait. Les journées qui vont suivre nous montreront jusqu'à quel degré on voudra la pousser. Il n'est pas douteux qu'Abd-el-Kader n'essaie d'en profiter. J'écris cette nuit à tous les commandants de colonne.

• Veuillez agréer, etc.

• Signé DE LAMORICIERE •

— On lit dans le Toulonnais, arrivé le 15 à Marseille :

Le prince de Joinville est attendu aujourd'hui même à Toulon. — Le vaisseau le Suffren, à bord duquel M. de Joinville doit arborer son pavillon de contre-amiral, se dispose déjà à gagner le large. Le prince compte partir dans la journée de demain pour Tanger.

— On écrit d'Oran le 8 juin :

M. le maréchal-gouverneur, arrivé le 5 par le bâtiment à vapeur le Ténare, a été informé immédiatement de ce qui venait de se passer à la frontière, et il a rédigé sur le champ des dépêches qui ont été expédiées le soir même à Tanger par le bateau à vapeur le Vautour. Le maréchal demande des explications à l'empereur Abdherraman; il les veut claires et précises. Jusqu'à l'arrivée de la réponse aux dépêches qui ont été confiées au Vautour, nos troupes se tiendront sur la défensive, bien disposées cependant à repousser vigoureusement toute agression de la part des Marocains.

Les vapeurs le Libérateur, l'Achéron, le Ténare, le Castor et le Coyote, arrivés successivement sur rade, ont mis à terre les trois bataillons du 48^e de ligne et un fort bataillon du 3^e léger. En outre, des navires de commerce, remorqués par ces vapeurs, ont débarqué des chevaux, mulets et matériels d'artillerie, le tout détaché de la division d'Alger.

Avec ces troupes, M. le maréchal-gouverneur a organisé une brigade de réserve, qui a été dirigée sur Tiemcen dans la journée d'hier, sous les ordres de M. le colonel Polissier. M. le maréchal est parti aujourd'hui pour aller la rejoindre; elle a dû passer la nuit à Misserghin. On pense que cette petite colonne, forte de 2,400 hommes, aura rallié la division aux ordres du général de Lamoricière le 12.

M. Agarini (Jean) traiteur à Bastia, partira pour Piedicroce le 5 du mois prochain. Les personnes qui se proposent d'aller aux eaux d'Orezza, trouveront chez lui bonne chère, propreté et modicité dans les prix.

APPARTEMENTS A LOUER sur la Place d'armes. S'adresser au bureau du Journal.

AVVISO.

È stata smarrita nella serra di Cardo una manza fala, orecchie sane, e di due anni circa. Chiunque ne sapesse dare indizio, ne informerà il proprietario Pietro Benigno Benigni a Cardo che ne sarà riconoscente.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

MARSEILLE, 13 courant, bk-gtte Constance, de 38 tx, c. Rogliano, diverses.

GOLFE-JUAN, 13 id. bk-gtte Corse, de 48 tx, c. Sisco, poterie.

RADE D'HYERES, 13 id. bk-gtte St-Antoine, de 48 tx, c. Marinetti, sel.

LIVOURNE, 13 id. bk-gtte Phéox, de 65 tx, c. Guasco, blé.

LIVOURNE, 13 id. bk-gtte Assomption, de 60 tx, c. Gentile, blé.

LURI, 13 id, gondole Trinité, de 8 tx, c. Carvoni, vin.

LIVOURNE, 14 id. bat. à vap. Sebastiani, de 31 tx, c. Valzi, passagers.

LIVOURNE, 14 id. mistick Assomption, de 29 tx, c. Thiers, blé.

LIVOURNE, 14 id. bk-gtte Conception, de 54 tx, c. Belgodere, blé.

MACINAGGIO, 14 id. gondole St-Clément, de 8 tx, c. Damiani, vin.

ALERIA, 16 id. bk-gtte Napoléon, de 140 tx, c. Denobili, charbon.

MARSEILLE, 17 id. tartane François-Etienne, de 55 tx, c. Guaitella, farine.

LIVOURNE, 17 id. golette St-Joseph, de 38 tx, c. Mécoulin, blé.

LIVOURNE, 18 id. bat. à vap. Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Sisco, passagers.

ILE-MADELEINE, 18 id. bœuf St-Joseph, de 12 tx, c. Valzi, foinage.

AJACCIO, 18 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, passagers.

RIO, 19 id. mistick Pipi, de 29 tx, c. Guaitella, minéral.

RIO, 19 id. bombarde St Charles, de 51 tx, c. Padovani, minéral.

DE LA PLAGE, 19 id. bk-gtte Ville-de-Bastia, de 75 tx, c. Zozani, charbon.

MARSEILLE, 19 id. paquebot poste Ajaccio, de 120 chevaux, c. Peulont, dépêches et passag.

DÉPARTS.

RIO, 13 courant, mistick Pipi, de 29 tx, c. Guaitella, en lest.

MARSEILLE, 14 id. paquebot poste Ajaccio, de 120 chevaux, c. Prudent, dépêches et passag.

LIVOURNE, 14 id. bateau Jeanne Cléante, de 21 tx, c. Sanguinetti, en lest.

LIVOURNE, 14 id. mistick Conception, de 30 tx, c. Bonelli, en lest.

LIVOURNE, 14 id. bk-gtte Assomption, de 54 tx, c. Belgodere, en lest.

AJACCIO, 14 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, passagers.

A LA PLAGE, 14 id. tartane Vierge des Carmes, de 42 tx, c. Liparelli, en lest.

A LA PLAGE, 14 id. bk-gtte St-Antoine, de 48 tx, c. Marinetti, sel.

LIVOURNE, 15 id. bat. à vap. Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Sisco, passagers.

A LA PLAGE, 15 id. mistick Misericorde, de 44 tx, c. Vedrin, en lest.

MARSEILLE, 15 id. bk Valéry Jean, de 120 tx, c. Sciacaluga, fonte.

MARSEILLE, 17 id. bk-gtte Assomption, de 69 tx, c. Oliva, fonte et huile.

LIVOURNE, 20 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

Bastia.

Le gouvernement saisit avec empressement toutes les occasions qui se présentent de faciliter les transactions commerciales ou industrielles en Corse : il vient de donner une nouvelle preuve de l'importance qu'il attache aux intérêts de notre île en faisant une importante concession à la compagnie de l'usine de Toga. Nous croyons devoir dire quelques mots à ce sujet.

D'après la loi du 6 mai 1841 sur les donanes, il est permis d'expédier en franchise, et par acquits à caution, des ports de la Corse, certains produits de l'île qui jouissent de cette franchise en vertu des lois antérieures de 1818 et de 1826. La fonte de fer se trouve comprise, il est vrai, dans cette catégorie, mais par la même elle ne pouvait être débarquée que dans certains ports spécialement désignés par cette même loi qui, en accordant cet avantage, avait dû prévenir les abus qu'on aurait pu en faire. Cette situation était très désavantageuse pour la compagnie de Toga, qui ne pouvant encore convertir sa fonte en fer est obligée d'envoyer sur le continent français et devait par là même désirer obtenir les conditions qui lui permettraient de faire cette conversion aux moindres frais possibles pour elle. Il importait donc pour notre ville, pour notre commerce et pour notre marine, en même temps qu'il était de l'intérêt de la compagnie de Toga de voir modifier cet état de choses. Comme la compagnie envoie sa fonte aux usines d'Alais et que le port de Bone était le point par lequel il était possible d'acheminer vers Alais, aux moindres frais possibles, les fontes provenant de l'usine de Toga, il était essentiel que ce port pût les recevoir. Sur les réclamations de M. le directeur de la compagnie, vivement appuyé par les représentations de la chambre de commerce de Bastia, M. le ministre du commerce s'est rendu avec empressement à ces réclamations et la permission demandée a été accordée.

Restait encore une difficulté, qu'il importait également d'aplanir, c'était celle relative aux coupes de lingots que la loi ne permet d'introduire qu'au dessous de 15 kilog. Cette disposition aurait eu de fâcheux inconvénients, car la fonderie de Toga faisant jusqu'à huit coulées par 24 heures aurait été bientôt encombrée d'une quantité considérable de recoupees qu'il lui importait cependant d'écouler, à moins de se condamner à des pertes considérables. Le gouvernement a compris qu'il était possible de concilier l'esprit de la loi avec son texte et que du moment où toutes les mesures de précautions seraient prises pour prévenir l'abus, il y aurait de l'inconvenance à se renfermer dans un texte étroit. L'entree des coupes a donc été autorisée, mais à des conditions qui assurent l'exécution de la loi sans porter préjudice à l'intérêt du commerce.

Nous nous applaudissons de cette double décision qui facilite l'exploitation du haut fourneau de Toga. Cet important établissement est trop utile à notre ville, à notre pays; il est une preuve trop

frappante que l'industrie et le commerce peuvent se créer en Corse des débouchés nouveaux et productifs, pour que nous ne nous soyons pas rejoints de voir le pouvoir central venir à son aide et l'encourager. Notre chambre de commerce comprend véritablement sa mission en intervenant activement dans ces questions qui intéressent à un si haut point notre pays, et sa récompense elle la puisera dans le sentiment de son devoir accompli, dans la sympathie publique et dans le désir naturel qu'elle éprouve d'appliquer son influence naissante et son dévouement à plaider chaleureusement toutes les autres questions qui sont si importantes pour notre pays.

A l'approche de la foire de Beaucaire et au moment où un grand nombre de navires de Bastia vont se rendre dans cette ville pour charger les marchandises achetées par les négociants de notre île, et dont le chiffre s'élève à près de trois millions de francs — somme certainement considérable — il importait de réclamer auprès du gouvernement une modification urgente à établir. C'est ce que vient de faire la chambre de commerce de Bastia près de M. le ministre du commerce. Voici quelle est cette réclamation fondée à de si justes titres.

Nos bâtiments n'éprouvent aucune difficulté à faire leurs chargements à Beaucaire. La douane n'intervient en aucune façon et au moment où son contrôle serait si facile, si peu dispendieux, ce contrôle ne s'exerce pas. Mais à peine nos navires sont-ils arrivés à Arles, que la douane se présente et demande à tout voir, à tout constater. Il y a là de graves inconvénients. D'abord il faut débarquer les marchandises; par conséquent, perte de temps considérable; dépenses nouvelles et assez fortes; chances nombreuses d'avaries pour les colis; puis rembarquer de nouvelles marchandises qu'on a déjà embarquées il y a quatre ou cinq jours à Beaucaire; par conséquent de nouveaux frais et une nouvelle perte de temps. Ce n'est qu'après toutes ces opérations, qu'on double à plaisir et fort inutilement, que le pontonnage peut être fait et que les navires peuvent enfin reprendre leur route pour la Corse. On conçoit les mesures de précaution à l'égard de navires qui vont à l'étranger, mais pour des navires qui se rendent, par mer, dans un département français, qui n'ont pas de prime à recevoir, on ne saurait se les expliquer. Il y aurait un moyen bien simple d'éviter les inconvénients, dont nous parlons, sans léser les droits du trésor, ce serait de faire faire à Beaucaire, au moment de l'embarquement, cette opération qu'on fait faire après coup à Arles, au grand détriment de notre commerce et sans aucune espèce de profit pour le trésor. Il serait très facile d'établir un bureau provisoire à Beaucaire, ainsi que cela se pratique dans les autres lieux d'embarquement. La douane doit se montrer d'un accommodement facile pour le commerce, toutes les fois surtout que ses droits à elle, ne sont pas en danger, car si la douane a un caractère fiscal elle est instituée aussi pour protéger le commerce et non pour le contrarier par

des opérations superflues pour elle et onéreuses pour lui.

La chambre de commerce de Bastia a représenté vivement à M. le ministre combien il était utile, opportun et nécessaire de modifier cet état de choses. Les réclamations, dont nous parlons, nous semblent si fondées que nous ne pensons pas qu'on puisse les accueillir par une fin de non-recevoir. M. le ministre du commerce a renvoyé les représentations du commerce de Bastia à M. le ministre des finances et nous espérons que celui-ci s'empressera de faire droit à une demande qui se recommande à de si justes titres.

On écrit de Corte :

Luodi dernier, 17 du courant, a été marqué par une cérémonie des plus intéressantes pour notre ville et pour notre île tout entière : on a posé la première pierre de l'Usine de la Rostonica destinée à polir les marbres et porphyres qui se trouvent en si grande abondance dans le territoire de Corte et dans ses environs. Un ancien soldat de la grande armée, M. le major Illiani, concessionnaire de plusieurs carrières, est venu doter notre ville de cet important établissement industriel qui ouvre à notre pays une ère nouvelle de richesse et de prospérité. Déjà, depuis longtemps, les beaux minéraux renfermés dans le sein de nos montagnes avaient acquis une juste réputation, mais cette réputation était plutôt scientifique qu'industrielle, et elle ne s'étendait guère au-delà du cabinet du minéralogiste ou du géologue. Désormais, grâce à M. Illiani et à son bienveillant concours d'une administration éclairée, il n'en sera plus ainsi, et la Corse pourra offrir aux arts de construction et à la fabrication de plusieurs objets de luxe leurs matériaux plus précieux. Elle peut même espérer que sa nouvelle usine aura la gloire de fournir les porphyres nécessaires pour le tombeau que la France élève en ce moment à l'Empereur Napoléon; car, outre que la Commission du monument, par son sentiment de convenance et de haute dignité, que tout le monde comprend, a formellement exprimé le désir que les pierres destinées à employer dans la construction du tombeau fussent tirées du pays, qui a vu naître le grand homme, il se trouve, par un heureux hasard, que la Corse possède des porphyres et des granits qui remplissent, mieux que tous ceux qu'on pourrait trouver ailleurs, toutes les conditions de nuance et de beauté que l'on peut souhaiter. M. Illiani, à son arrivée à Corte, s'est empressé d'envoyer à Paris plusieurs échantillons de ces beaux porphyres et il a tout lieu d'espérer que la Commission les accueillera favorablement. Il n'en faudrait pas davantage pour établir à jamais la réputation de l'usine naissante, et il faut avouer qu'elle ne saurait débiter sous de plus glorieux auspices.

M. Adriani (Vincent), Maire de Corte, qui comprend si bien les intérêts de son pays et qui ne laisse passer aucune occasion de lui être utile, a bien voulu, après avoir aplani heureusement quelques difficultés qui s'élevaient pour

l'établissement de la nouvelle usine, voir lui-même à la tête de ses adjoints en poser la première pierre. De son côté M. le Chanoine Castelli, curé de la ville, suivi de ses vicaires, est venu aussi appeler les bénédictions du Ciel sur cette nouvelle industrie que tous les vrais amis du pays entourent déjà de leurs vœux et de leurs sympathies. Le grand nombre de notables de la ville qui s'étaient empressés de se rendre à cette cérémonie témoignent hautement, en effet, de l'intérêt que l'usine de la *Hostonica* inspire à tous les bons citoyens et à tous les cœurs patriotes. Les travaux de construction sont poussés avec la plus grande activité par un nombre considérable d'ouvriers, de sorte que nous pouvons annoncer que l'usine fonctionnera dans les premiers jours d'août.

Nous trouvons dans une correspondance particulière adressée à un journal de Paris, et datée de St-Domingo, de nouveaux détails sur la noble intervention du Consul français, au milieu des troubles qui ont agité ce malheureux pays. Nous sommes heureux de reproduire ces témoignages qui sont si honorables pour un de nos compatriotes. Voici comment s'exprime l'auteur de la lettre :

« Une révolution a éclaté ici le 27 février, les habitants de la partie espagnole de Saint-Domingo se sont déclarés indépendants, et sous le nom de *République Dominicaine* ont créé un état libre détaché de la république haïtienne, dont il subsistait le joug depuis 22 ans. Les Haïtiens ont été obligés de capituler partout. Ils ont été heureux de trouver ici un Consul français dont l'influence a eu pour résultat de sauver la vie à un millier de personnes de tout rang, de tout sexe, de tout âge; Les Haïtiens s'étaient tellement fait haïr dans ce pays que leur nom est une insulte; ils ont cependant obtenu, grâce au consul, une capitulation honorable, qui leur a permis de quitter la place avec armes et bagages.

« Le 21 mars dernier le Consul faisait embarquer près de 800 personnes à bord de trois bâtiments que l'on avait affrétés exprès, le 19 du même mois.

« Voici ici des détails sur les événements militaires, connus aujourd'hui et sans intérêt pour moi; l'auteur de la lettre termine ainsi :

« Ici le nom français est bien, grâce à la conduite ferme et généreuse de M. Juchereau de St-Denis notre Consul, qui a rendu à ce pays les services les plus signalés et qui lui en rend encore tous les jours. Cette tranquillité dont nous jouissons c'est à lui que nous la devons. »

Nous recevons de M. Bartoli, maire de Calvi, la lettre suivante en réponse à l'article que nous avons publié, dans notre dernier numéro, sur l'élection de Calvi du 23 mai dernier. Notre impartialité nous fait un devoir d'accueillir cette lettre, bien que son ton général s'éloigne de cette convenance et de cette modération que M. Bartoli reconnaît à la rédaction de l'*Insulaire*, et qu'il aurait dû prendre lui-même pour modèle. Des faits graves, sérieux, qui reposent sur des témoignages respectables ont été avancés. M. Bartoli, qui a eu le temps pour lui, a obtenu des déclarations contraires, sur le mérite desquels chacun peut se faire une opinion, d'après la position même de quelques unes des personnes qui ont donné ces témoignages après coup et qui n'ont certes pas le caractère de spontanéité qui faisait et fait tout le mérite d'une première lettre, contre laquelle on en est parvenu à obtenir une espèce de dénégation embarrassée, détournée et qui n'atteste que le désir qu'on a de ne pas trop desservir M. le Maire de Calvi. Cette dénégation tardive ne

peut donc signifier grand chose et n'infirme en rien la première déclaration. L'affaire reste donc telle qu'elle était avant la lettre de M. Bartoli. Ce dernier affirme que tout s'est passé très régulièrement au scrutin, ses adversaires affirment le contraire et ce sera au conseil de préfecture qu'il appartiendra de statuer en dernier analyse. Nous n'ajouterons plus qu'un mot, c'est que quand on est sûr de la bonté de sa cause, on ne la compromet pas par des attaques inconvenantes et déplacées, et c'est là ce qu'a fait M. Bartoli qui prouve ainsi qu'il n'est pas aussi désintéressé dans la lutte qu'il voudrait le faire croire ou qu'il peut le penser lui-même. Maintenant nous laisserons parler M. Bartoli, tout en regrettant pour lui qu'il ait recouru à une façon de s'exprimer si déplacée et si inconvenante :

« Monsieur le Rédacteur,

« Contrairement à ses habitudes de convenance et de modération, votre journal contient dans son dernier numéro un article où la violence le dispute au mensonge, l'erreur à l'hypocrisie; vous publiez sous votre responsabilité les imputations les plus graves, sans rien craindre ni rien prévoir. On dirait que la vérité s'est montrée à vous dans toute sa franchise, et que vous vous êtes contenté de l'écouter sans l'interroger. Je crois devoir remonter à la source d'où cet article émane : ma réponse s'adresse à son véritable auteur plutôt qu'à son rédacteur de l'*Insulaire*; mais dans cette réponse je m'efforcerai de conserver la modération et la dignité qui me conviennent. Le simple exposé des faits suffira pour faire comprendre que l'intrigue et la haine se sont données la main pour m'envelopper dans un réseau d'erreurs et de calomnies. Seulement le succès a fait défaut aux charitables intentions de l'auteur ainsi que je me charge de le prouver.

« Le rédacteur de cet article commence par nous donner la menace de sa sagacité en nous apprenant que M. de Castelli a obtenu, l'année dernière, une majorité de 47 voix contre 41, tandis que M. Colonna-Leca ne l'a emporté cette année-ci que d'une seule voix de majorité. Il oublie cependant de dire qu'aux élections de 1843 les deux candidats avaient obtenu, au premier tour du scrutin, un nombre égal de suffrages : et tout cela pour nous prouver que le noble candidat qui avait en la majorité en 1842, a dû succomber à l'épreuve du 23 mai dernier. C'est réellement faire beaucoup d'honneur à M. de Castelli : on a prouvé par là combien il avait grandi dans l'estime et la confiance des électeurs, combien sa considération était à la hausse dans le pays qu'il s'obstine à vouloir représenter et qui le repousse. Après ces observations au profit des amis de M. de Castelli, je passe à des faits d'une plus haute gravité.

« Vous prétendez, prouver par un raisonnement spécieux, que la lettre arrachée à M. Vincent Castelli est l'effet d'une volonté libre et spontanée, qu'elle n'est pas due à une influence irrésistible. C'est sans doute cette fameuse pièce, et elle seule qui vous a donné assez de voix pour crier à l'indignité, à l'abus de confiance. Vous avez largement récompensé la docilité de M. Vincent Castelli qui a le malheur d'être votre débiteur. Il doit à votre courtoisie l'honneur de figurer dans un journal. M. Vincent Castelli doit maintenant apprécier à sa juste valeur votre discrétion et votre délicatesse. Au reste il n'avait pas attendu l'article de l'*Insulaire* pour revenir de son erreur; le cri de sa conscience lui avait imposé le devoir de m'écrire le surlendemain des élections la lettre ci après transcrite que je suis forcé, malgré moi, de publier. »

« Mon cher Bartoli,

« Je m'empresse de te faire connaître que dans un moment d'irréflexion et de surprise j'ai fait

une lettre à M. Jean Thomas Castelli dans laquelle je lui disais que tu avais trahi ma confiance.

« Je te prie de me pardonner ce moment d'erreur et de croire que c'est ma position seule qui m'a conduit à cela.

« Aujourd'hui que je sais que l'on veut faire usage de cette lettre pour attaquer ton honneur je me fais un devoir de t'avertir de la fausse direction que j'ai faite.

« Ton ami, Signé : V. CASTELLI.

« Calvi, le 26 mai 1844. »

« Toujours avec cette bonne foi qui le caractérise, l'auteur de votre article ne craint pas d'affirmer que huit électeurs (1) ont déclaré qu'ils auraient eu l'intention de donner leur suffrage à M. de Castelli, s'ils n'avaient dû voter pour moi. Les déclarations suivantes de six de ces mêmes électeurs prouveront, j'espère, que bien loin d'avoir abusé de leur confiance, en écrivant leur bulletin, je n'ai fait qu'exprimer leur véritable volonté. Ce n'est donc pas contre moi que ces électeurs élèvent la voix, c'est contre vos étranges allégations qu'ils réclament avec énergie; c'est à des mensonges qu'ils donnent au doigt et au talon.

« Nous soussignés Mastagli Jean-André adjoint municipal, Gaudie Pierre négociant, Rainasso Joseph marchand, Sabbò Antoine boucher, et Monschecourt Charles boulanger, ayant eu connaissance qu'une opposition a été faite contre l'élection départementale du 23 du courant, qui accuse M. Bartoli, Maire, d'avoir abusé de notre confiance et trompé notre bonne foi en inscrivant sur nos bulletins le nom du sieur Colonna-Leca François, déclarons que M. Bartoli susdit avait toute notre confiance et que le nom qu'il a écrit sur notre bulletin a été la véritable expression de notre volonté.

« En foi de quoi la présente déclaration a été faite et signée par nous.

« Calvi le 30 mai 1844. — Signés : Mastagli, Gaudie, Rainasso, Sabbò et Monschecourt. »

Suit la légalisation des signatures par l'adjoint municipal.

(Nous supprimons cette légalisation qui n'ajoute rien à la lettre de M. Bartoli.)

« Si l'on devait ajouter foi à vos paroles, les opérations de l'assemblée électorale que je présidais n'auraient été qu'une suite d'illégalités flagrantes. C'est faire bien peu d'honneur aux membres qui siégeaient au bureau, parmi lesquels figuraient un ancien intendant, un juge au tribunal, un maître en pharmacie, un maire et un propriétaire éclairé : c'est faire aussi bien peu d'honneur à M. de Castelli lui-même et à ses amis qui étaient là et qui avaient le droit de contrôler, en quelque sorte, tout ce qui se faisait. Eh bien !

Quelles sont les réclamations qui se sont élevées au sein de l'assemblée? Les voici : la première réclamation avait pour but de faire prononcer la clôture du scrutin dès que les trois heures, à partir de l'ouverture de la séance, étaient écoulées. Cette réclamation fut repoussée par une décision du bureau portant que c'était entrer dans l'esprit de la loi que de laisser le scrutin ouvert pendant plus de trois heures, afin de donner le temps aux électeurs forains et aux électeurs retardés d'arriver pour prendre part à la votation; la seconde, formulée, ainsi que la première par M. de Castelli, tendait à ne pas permettre qu'un électeur qui se trouvait en instance devant la cour royale contre un arrêté du conseil de préfecture fût admis à voter. Celle-ci encore fut également écartée par

(1) L'auteur de l'article publié dans votre dernier numéro ignore, sans doute, que je n'ai écrit que huit bulletins, y compris celui de Vincent Castelli et le mien. Pourrait-il me dire quels sont les huit électeurs qui ont été nommés?

une décision du bureau prise à la majorité des voix.

« Nulle autre réclamation ne s'éleva au sein de l'assemblée contre la manière de procéder du bureau; tout le monde trouvait que tout se passait très régulièrement; après même avoir prononcé la clôture du scrutin et avoir déclaré que tout électeur avait le droit de faire insérer ses réclamations au procès-verbal, personne ne se plaignit de la conduite du président et des membres du bureau.

« Mais la morgue aristocratique froissée; mais une défaite aussi éclatante qu'incontestable, ne pouvaient pas condamner le noble candidat à un silence absolu.

« Après de mûres réflexions, on déposa à la sous-préfecture une opposition, fruit de veilles et de profondes élucubrations.

« Dans ce *factum*, comme dans votre article, Monsieur le rédacteur, on parle de bulletins remis ouverts, de dépouillement du scrutin fait par le président tout seul et d'autres absurdités semblables.

« Le procès-verbal, rédigé au sein de l'assemblée et dont j'ai donné lecture à la fin de la séance, est là pour constater que toutes les formes et conditions voulues par la loi ont été fidèlement observées. Je crois pouvoir ajouter, que la composition du bureau telle qu'elle avait eu lieu, était la meilleure garantie de la sincérité des opérations. Lisez la déclaration suivante, Monsieur le rédacteur, et avouez, malgré vous, que le moindre doute est impossible sur la régularité des opérations du 23 mai.

« Ce jourd'hui 1^{er} juin 1844, les soussignés François Desgignorio, juge au tribunal de Calvi, Louis Flach, Antoine Legalupi et Pierre-Marie Rossi, (Milani Pierre, habitant la commune de Montemaggiore absent) tous propriétaires à Calvi, se sont trouvés réunis à la mairie de Calvi, vi, par suite de la convocation de M. Joseph-Auguste Bartoli, maire de la ville.

« M. le maire a donné communication aux soussignés, d'une lettre par laquelle M. le sous-préfet de Calvi demande des renseignements sur plusieurs irrégularités qui auraient signalé la tenue du collège électoral qui a précédé le 23 mai dernier à l'élection d'un membre du conseil général pour la circonscription de Calvi et Calenzana.

« Les soussignés, invités dans leur qualité de membres du bureau dudit collège électoral, à formuler leur avis sur la vérité des allégations auxquelles fait allusion la lettre de M. le sous-préfet ont déclaré que dans la réunion électorale du 23 mai il ne s'est rien passé, à leur connaissance, que de régulier et de légal; qu'ainsi que le procès-verbal en fait foi, toutes les formalités voulues par la loi ont été remplies; qu'ils ont tous signé ledit procès-verbal après lecture. Qu'au surplus ce document a un caractère légal auquel on ne saurait rien ajouter ni enlever par de simples assertions dans un sens favorable ou contraire, et pour ceux qui croiraient pouvoir s'inscrire contre la véracité de sa teneur, la loi a établi le mode d'après lequel ils ont à se pourvoir.

« Fait à Calvi les jours, mois et an que dessus, dans la salle de la mairie, lieu dans lequel les soussignés se sont réunis, signés : Flach, F. Desgignorio, A. Legalupi, Pierre-Marie Rossi. Le maire de Calvi président de l'assemblée, si-gné Bartoli. »

« Je suis trop désintéressé dans le résultat de la lutte pour que je doive m'occuper de la décision que le conseil de préfecture va prendre sur les élections de Calvi. Pourtant, avant de terminer, il m'est impossible de ne pas dire un mot sur

le sentiment exquis des convenances qui caractérise le noble candidat.

« M. Castelli renie aujourd'hui l'appui de l'administration; il ose dire et publier que l'administration a contribué à sa défaite. Il n'a pas voulu, dans cette circonstance, se montrer incohérent à ses habitudes. C'est toujours ainsi qu'il exprime et qu'il prouve sa reconnaissance : après avoir calomnié, l'ingratitude est un devoir.

« Mais il a beau faire, la force de la vérité l'accable. Le public sait que, sans l'appui de l'administration, le juge d'instruction, malgré d'incroyables efforts, ne serait pas parvenu à réunir la moitié des suffrages qu'il a obtenus.

« Voilà, Monsieur le rédacteur, ce que j'ai à répondre pour le moment à votre article du 20 de ce mois. A des assertions gratuites et calomnieuses, j'oppose des raisons basées sur des documents les plus irrécusables; je n'ai besoin que d'être vrai pour détruire cet échafaudage d'ignobles attaques.

« J'attends de votre justice l'insertion de cette lettre dans le prochain numéro de votre journal, ce qui me dispensera de recourir aux voies légales pour vous obliger à faire droit à ma demande.

« Je suis avec une considération bien distinguée,

« Votre très humble serviteur,
Le Maire de la ville de Calvi,

BARTOLI.

Calvi, le 24 juin 1844.

On lit dans le *Nouveliste de Marseille* du 25 juin, la lettre suivante publiée ce matin dans le *Sud* qui confirme la nouvelle apportée par le *Pharamond* d'un engagement nouveau sur la frontière du Maroc.

« Un second engagement a eu lieu entre nos troupes et celles de l'empireur du Maroc, au milieu de circonstances qui ajoutent à ce fait une haute gravité. Voici comment on le raconte :

« Le 15 juin, M. le maréchal-gouverneur, qui est à la tête de l'armée, chargea les généraux Lamoricière et Bedeau d'aller demander une entrevue au général marocain. Ces officiers supérieurs firent, en effet, connaître leur intention au chef barbare et ils obtinrent de lui une réponse favorable. De part et d'autre, on était convenu des mesures à prendre, et les deux généraux français, après avoir placé trois régiments dans un lieu d'où ils pussent surveiller l'ennemi, s'étaient avancés avec une escorte de force égale à celle qui devait accompagner le général marocain. On avait commencé à parlementer. MM. Lamoricière et Bedeau exigeaient que l'asile du Maroc fût désormais interdit à Abd-el-Kader qui devait être immédiatement éconduit de l'empire; ils demandaient en outre que la rive gauche de la Tafna fût désormais reconnue comme appartenant à la France. Sur le premier point, ils obtenaient une complète satisfaction; et sur l'autre on était convenu, après de longs débats, de s'en remettre aux décisions de la diplomatie, quand un incident tout à fait inattendu est venu interrompre cette entrevue parlementaire.

« Cet incident n'était pas autre que le bruit de la fusillade. L'escorte qui accompagnait nos deux généraux était vivement attaquée par 5,000 hommes de l'armée ennemie. A cette violation inattendue de la trêve réciproquement jurée pour l'entrevue des chefs, nos soldats ont épronvé une telle surprise que le désordre s'est mis d'abord dans les rangs. Débordés par l'ennemi, ils commençaient à battre en retraite et l'audace des Marocains s'accroissait de l'espoir de notre défaite, quand le sang froid et le courage sont rentrés au cœur de nos bataillons et s'est un moment de retour et d'élan magnifique. Ardents

comme des vrais lions du désert, les soldats de la France se sont précipités sur les indignes vio-lateurs de tous les droits les plus sacrés, et n'ont pas tardé à reprendre tout l'avantage.

« Les Marocains qui s'étaient avancés jusqu'au devant des colonnes françaises, à la tête desquelles se trouvait le maréchal, ont payé bien cher cet acte de folle témérité. Plus de trois cents des leurs sont restés sur le champ de bataille, sans compter ceux qu'ils ont eu le temps de recueillir et d'emporter.

« Les pertes, grâce à Dieu, ont été beaucoup moindres dans nos rangs. Nous n'avons eu qu'une trentaine d'hommes blessés dont deux officiers de spahis et six morts parmi lesquels on cite le fils du général Rovigo. »

Le CONSTITUTIONNEL voit chaque jour s'accroître son succès. Le *Jaif-Errant* si attendu paraît le 25 juin selon la promesse faite.
(Voir aux Annonces.)

Nouvelles Diverses.

— L'ordre des avocats près la cour royale de Paris vient de prendre une décision qui peut avoir pour conséquence la suspension de la justice dans tout le ressort de la cour.

On sait que M. le premier président Séguier est fort sujet aux boutades et aux excentricités; les jeunes avocats qui osent plaider devant lui doivent avoir le *robur et os circa pectus* dont parle Horace s'ils ne veulent être désarçonnés par les coups de boutoir de ce terrible jouteur.

Il paraît que l'âge est loin d'avoir corrigé M. Séguier de son humeur belliqueuse, son caractère sous ce rapport ne fait que croître et embellir. Il y a peu de jours un jeune avocat venait de perdre son jeune fils; il demande, les larmes aux yeux la remise d'une affaire dont il est chargé, le premier président fait une réponse de Brutus et dit : qu'on ne perdue femme et enfants on ne doit pas se dispenser de rendre la justice.

Ce trait et tant d'autres ne constataient qu'un manque de convenance; dans une circonstance récente M. Séguier est allé jusqu'à prononcer de ces paroles qui sont l'expression d'un mépris outragé pour l'ordre tout entier des avocats, disant que bonnes ou mauvaises les avocats se chargeaient indistinctement de toutes les causes.

Le conseil de discipline s'est réuni extraordinairement hier et aujourd'hui et après examen, la résolution suivante a été prise à l'unanimité :

« Les membres du conseil des avocats agissant en leur nom personnel ont décidé qu'ils ne plaideraient plus devant M. le président Séguier, jusqu'à ce qu'une réparation publique ait été faite au barreau attaqué dans son indépendance et dans sa dignité. »

Demain à l'audience de 9 heures, le bâtonnier M^e Chais-d'Est-Ange et quatre des plus anciens membres de l'ordre se présenteront à la barre; si M. le premier président juge convenable de s'expliquer sur la lettre qu'il a reçue, ils auront à apprécier si la réparation est assez générale et assez explicite. Au cas contraire, ils se retireront purement et simplement.

Dans l'attente de ce qui doit se passer demain, une grande émotion règne au palais, comme on le pense bien. Le procureur-général, M. Hebert, a eu une entrevue avec le bâtonnier de l'ordre des avocats et un entretien avec M. le premier président. On doit espérer que la crise n'ira pas plus loin et que M. Séguier croira pouvoir donner des explications suffisantes.

— Lebatiment à vapeur du commerce la *Fille de*



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

Les Plans relatifs à la construction d'un port à Bastia viennent de parvenir de Paris, après avoir subi, ainsi que nous l'avons annoncé dans le temps, l'examen d'une commission spéciale nommée par M. le ministre des travaux publics. Ces plans, après avoir reçu quelques légères modifications, doivent être soumis à une enquête publique à Bastia. Espérons que le résultat de cette enquête sera tel que le gouvernement pourra saisir, au commencement de la prochaine session, ainsi qu'il en a le désir, les Chambres d'un projet de loi qui règle définitivement ce qui concerne l'établissement d'un véritable port à Bastia. Notre ville a ainsi, dans ses mains, son avenir; c'est à elle à concéder ses vrais intérêts et à faire tout ce qu'elle doit pour mettre le gouvernement à même d'agir avec promptitude et efficacité.

Le projet de loi sur l'instruction secondaire, voté par la Chambre des Pairs.

Lorsque, il y a quelques mois, le ministre de l'instruction publique, présenté à la Chambre des Pairs un projet de loi sur l'instruction secondaire, nous écrivions pour les raisons que nous indiquions alors, devoir en faire connaître les principales dispositions, et donner une rapide analyse de l'exposé des motifs qui en était comme le préambule. Les mêmes raisons nous déterminent aujourd'hui à rendre compte de la discussion de ce projet à la Chambre des Pairs, et des modifications les plus importantes qu'il a éprouvées.

Cette discussion a été longue, vive, solennelle; elle a duré vingt-sept jours; les plus hautes questions de politique et de morale ont été agitées et approfondies. Les plus grands et les plus ardents orateurs de la Chambre ont pris presque chaque jour la parole. Citons, avec le nom du ministre de l'instruction publique, qui, grâce à son talent toujours le même, à sa modération et à la sagesse de ses vues, a eu dans ces débats l'avantage de ramener la Chambre à son sentiment sur presque toutes les questions, citons les noms de MM. Guizot, Cousin, Portalis, de Montalembert, Passy, Montalivet, de Barante, Séguier, Martin du Nord, et aussi l'éloquent rapporteur de la commission, M. de Broglie. Ce n'est qu'après sept jours de discussion générale que la Chambre a passé à la discussion des articles.

L'article 1^{er} est peut-être celui de tous qui a donné lieu aux débats les plus vifs. Dans le 1^{er} paragraphe de cet article, sont tout simplement énumérés les objets d'études que comprend l'instruction secondaire; mais dans cette énumération se rencontrait la philosophie. Personne n'ignore à quelles violentes attaques, depuis quel temps, cette science est en butte. Or, tout ce qui avait pu se dire au dehors, dans la presse, aujourd'hui comme dans mille pamphlets, s'est reproduit en entier au palais du Luxembourg, avec une nouvelle énergie. Parmi les ennemis de la philosophie, les uns marchant droit à leur

but, en demandant purement et simplement la suppression dans les collèges. Les autres, moins impitoyables, n'allaient pas jusqu'à vouloir sa mort; ils se contentaient d'une mutilation. Laissons vivre l'Anglais, semblaient-ils dire, mais que ses filles soient coupées; qu'il ne puisse plus élever dans les hautes régions! Et, pendant que quelques orateurs attaquaient ou défendaient la philosophie avec une passion telle, qu'elle a donné lieu à des personnalités si peu ordinaires au palais du Luxembourg, quelle était l'attitude de la Chambre? Elle restait froide et indécise! Pendant cinq jours, le sort de la philosophie a été en suspens à la Chambre des Pairs. Il a fallu, pour la sauver, que M. Cousin présentât à MM. les Pairs un programme complet de l'enseignement philosophique des collèges; il a fallu que M. Villemain leur remit sous les yeux la liste des auteurs irréprochables dont la lecture est conseillée soit aux élèves, soit aux maîtres; il a fallu qu'il leur fit toucher au doigt cette vérité, que si le siècle était revenu, le fait est incontestable, à des idées religieuses et catholiques, c'est à cette philosophie tant attaquée, tant calomniée, mais en réalité, toute spiritualiste, qu'il était dû ce beau, cet heureux résultat. Il se passa quelque chose d'extraordinaire, c'était du corps enseignant que sortait, en ans, c'était la réforme salutaire de la philosophie. Ailleurs, elle se perdait dans des théories justement accusées de matérialisme. Dans les écoles de l'Université, au contraire, dès le premier jour de cet enseignement libre et nouveau commençait une réaction salutaire. La doctrine qu'on avait accusée de réduire l'intelligence de l'homme à la sensation, était épurée, transformée par le plus ingénieux commentateur de Comenius. Et en même temps, s'élevait une voix puissante, une voix qui s'est fait admirer dans la vie publique comme dans les écoles, celle de M. Royer-Collard, rattachant aux principes de liberté les plus nobles sentiments de spiritualisme et de dignité morale. Les hommes qui ont été ses disciples n'ont pas abandonné ses doctrines; et c'est sous les auspices des plus illustres de nos contemporains, comme sous l'invocation des plus grands noms de la science, qu'est demeuré placé cet enseignement philosophique de nos écoles.

Le second paragraphe du même article a été adopté, mais non sans une bien vive et bien éloquente opposition; il porte que la matière et la forme des examens du baccalauréat-ès-lettres seront déterminées par un règlement nouveau arrêté en conseil royal de l'instruction publique, et que ledit règlement sera soumis à l'approbation du roi.

De fait, le conseil royal n'y perd rien. Ses arrêtés n'étaient point souverains pour devenir exécutés, ils étaient purement préparatoires. Les articles suivants règlent les conditions à remplir pour la formation d'établissements particuliers d'instruction secondaire. Nous énumérons les principales.

Tout individu qui désire former un établissement de ce genre doit avant tout être Français et avoir trente ans révolus; il doit en outre déposer dans les mains du recteur de l'Académie, où il se propose de s'établir, les pièces suivantes: 1° un certificat de moralité délivré par un comité

chargé de l'instruction publique, agissant en vertu d'un

suffi pour que la commission le reconnaisse, et que

par sa nouvelle rédaction qui a été adoptée, elle

confirme l'instruction religieuse non à plusieurs,

mais à un seul aumônier ou à tout autre ecclé-

siaстique, non choisi par les pères de famille, mais

dûment autorisé par l'administration. Ce même

article porte que l'instruction religieuse sera don-

née séparément dans les établissements publics

et particuliers; aux élèves qui appartiennent à

des communions différentes. Cette prescription

est fort ancienne; on la trouve répétée cent fois

dans les règlements universitaires, et depuis qua-

rante ans, elle est mise en pratique dans les col-

lèges royaux et communaux, de sorte que la

chambre des pairs n'a pas pu vouloir établir quel-

que chose de nouveau. Mais, comme le remar-

que M. Villemain, il a paru qu'au moment où les

établissements particuliers devaient passer sous

un régime de liberté, la loi pouvait reproduire,

avec sa haute autorité, une prescription si juste.

L'instruction morale et religieuse, a-t-il ajouté,

à donc ici une signification précise. Ce n'est pas

une exhortation générale et indéterminée au sen-

timent religieux, c'est l'obligation d'un enseigne-

ment régulier, donné par les ministres de la re-

ligion et qui fasse partie de l'éducation tout

entière.

Les articles suivants règlent les conditions à

remplir pour la formation d'établissements parti-

culiers d'instruction secondaire. Nous énumé-

rons les principales.

Tout individu qui désire former un établisse-

ment de ce genre doit avant tout être Français et

avoir trente ans révolus; il doit en outre déposer

dans les mains du recteur de l'Académie, où il

se propose de s'établir, les pièces suivantes:

1° un certificat de moralité délivré par un comité

Bordeaux, capit. Combes, est arrivé aujourd'hui à deux heures d'Alger, d'où il est parti le 16.

Au départ de ce paquebot, on venait de recevoir à Alger des nouvelles du gouverneur-général datées du 10.

D'après ces nouvelles, le maréchal Bugeaud qui s'était mis en route pour la frontière du Maroc, s'était vu forcé de ralentir sa marche par suite de chaleurs intolérables qui avaient frappé plusieurs soldats d'atteintes cérébrales.

Le maréchal-gouverneur espérait toutefois être arrivé au camp Lamoricière le 13. Les nouvelles qu'il avait reçues de ce lieutenant-général annonçaient que le camp des Marocains grossissait de jour en jour et qu'il paraissait bien difficile d'éviter de nouvelles hostilités.

Ces nouvelles ont été reçues par voie de terre et communiquées officiellement par le général de Bar, commandant la division d'Alger en l'absence du maréchal Bugeaud.

Il paraît que des mauvais temps ont régné sur la côte d'Afrique; un bâtiment à vapeur expédié pour Oran avait été obligé de rentrer dans le port d'Alger, et le steamer qui portait la correspondance d'Oran à Alger, était en retard au départ de la Ville de Bordeaux.

— Les travaux du pont de Beucaire sont enfin poussés avec activité, le tablier est sur le point d'être entièrement terminé et l'on assure qu'à dater de dimanche le passage sera praticable pour les piétons.

Huit jours après la circulation sera entièrement rétablie.

— La chambre après une lutte assez vive s'est décidée pour les compagnies financières à l'exclusion des compagnies fermières. Quant à l'exploitation des chemins de fer par l'Etat, personne n'en a voulu excepté M. Crémieux; le principe a été appliqué au chemin de fer d'Orléans à Bordeaux; il est probable que la décision prise servira de règle pour les chemins de fer qui restent à voter. Quoique le chemin fût nombreux et animé au moment du vote sur l'amendement de M. Muret de Bord, les passions politiques n'ont en rien influé sur la détermination de l'assemblée, car beaucoup de conservateurs ont voté contre l'opinion des ministres et un grand nombre de membres de la gauche se sont associés à la pensée du gouvernement.

— Le paquebot Louis-Philippe, entré au Havre, apporte des nouvelles directes de New-York, jusqu'à la date du 25 mai. Les avis reçus en Angle-

terre, par l'Ohio, arrivés avant-hier à Liverpool, s'arrêtent au 24 du même mois.

Pendant les quelques jours qui séparent les dates des derniers arrivages, les événements ne sont pas restés stationnaires, et la question de l'annexion du Texas, continuait à préoccuper l'attention de l'Union.

L'incident du jour est le manifeste, si impatiemment attendu du général Jackson. L'ex-président a publié trois lettres sur ce sujet, qu'il a examiné sous le triple rapport politique, militaire et commercial, et il conclut formellement en faveur de l'annexion du Texas.

L'opinion du général Jackson a fait une vive impression dans le pays, où son nom est toujours populaire, et elle doit avoir une influence d'autant plus décisive, que dans cette circonstance il s'est ouvertement séparé de son ami Van-Buren qui, comme on sait, est hostile à l'annexion.

L'état d'effervescence dans lequel ces péripéties diverses jettent les esprits, empêche de former aucune conjecture sur le résultat. On peut s'attendre, d'un moment à l'autre, à une résolution extrême, qui pourrait changer toutes les conditions de la question et lui donner une solution imprévue.

LE CONSTITUTIONNEL

DONT LE PRIX EST RÉDUIT A 48 FR.

Pour les départements, commence la publication du **JUIF-ERRANT**, par EUGÈNE SUE, le 25 juin 1844.

Toutes les personnes qui ne voudraient faire courir leur abonnement que du 1^{er} JUILLET 1844 recevront en supplément tous les chapitres du **JUIF-ERRANT**, qui auront paru en juin.

On s'abonne à Paris au bureau du journal, rue Montmartre, 121, et au bureau de toutes les messageries. (6948.)

LITTÉRATURE DE FABRANT FRÈRES.

MANUALE PRATICO

PER LA STIMA DEI FONDI RUSTICI

DELL'INGEGNERE DOTTOR PIETRO NEGRI

Un volume in-8° 7 fr.

OEUVRES JUDICIAIRES

DU PRÉSIDENT HENRIEN DE PENSEY

Annotées par une société de Jurisconsults et de Magistrats, avec une notice biographique par M. Rozet avocat.

1 vol. grand in-8° à 2 colonnes 15 fr.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

TOULON 30 juin, brick goél. Conception de 60 tx, c. Erso, diver.

MARSEILLE 20 id. brick goél. Antoinette de 51 tx, c. Laporta, diver.

DE LA PLAGE 21 id. tartane V° des Carmes de 42 tx, c. Liparelli, charbon.

DE LA PLAGE 21 id. brick goél. St-Antoine de 48 tx, c. Marinetti, bois.

FAVONA 21 id. bouf Assomption de 25 tx, c. Petit, planches.

LIVOURNE 21 id. bateau J° Cléante de 21 tx, c. Sanguinetti, blé.

LIVOURNE 22 id. bat. à vap. Télégraphe de 53 tx, c. Lota, passagers.

PORTOVECCHIO 23 id. brick goél. Deux Amis de 63 tx, c. Alfonsi, bois.

LIVOURNE 24 id. brick goél. Assomption de 54 tx, c. Belgodere, blé.

LIVOURNE 24 id. mistick Conception de 30 tx, c. Bonelli, blé.

LIVOURNE 26 id. bat. à vap. Sebastiani de 31 tx, c. Valzi, passagers.

ST-FLORENT 26 id. goélette de l'Éta Étoile, c. Jogan.

MARSEILLE 26 id. paquebot Ajaccio de 120 ch. c. Prudent, dépêches.

DÉPARTS.

LIVOURNE 20 id. brick goél. Phénix de 65 tx, c. Guasco, lest.

PORTOVECCHIO 20 id. brick goél. Constance de 38 tx, c. Osé, lest.

LIVOURNE 20 id. brick goél. Assomption de 60 tx, c. Gentile, lest.

MARSEILLE 21 id. paquebot Ajaccio de 120 ch. c. Prudent, dépêches.

LIVOURNE 21 id. goélette St-Joseph de 38 tx, c. Mécilin, lest.

LIVOURNE 22 id. bat. à vap. Sebastiani de 31 tx, c. Valzi, passagers.

AJACCIO 24 id. bat. à vap. Télégraphe de 53 tx, c. Lota, passagers.

SOLEZARA 25 id. mistick Pipi de 29 tx, c. Guaitella, lest.

BONIFACIO 26 id. gond. St-Pierre de 5 tx, c. Bonelli, vin.

ST-PELEGRINO 26 id. bateau J° Cléante de 21 tx, c. Sanguinetti, lest.

LIVOURNE 26 id. bat. à vap. Pozzodiborgo de 28 tx, c. Sisco, passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANT.